



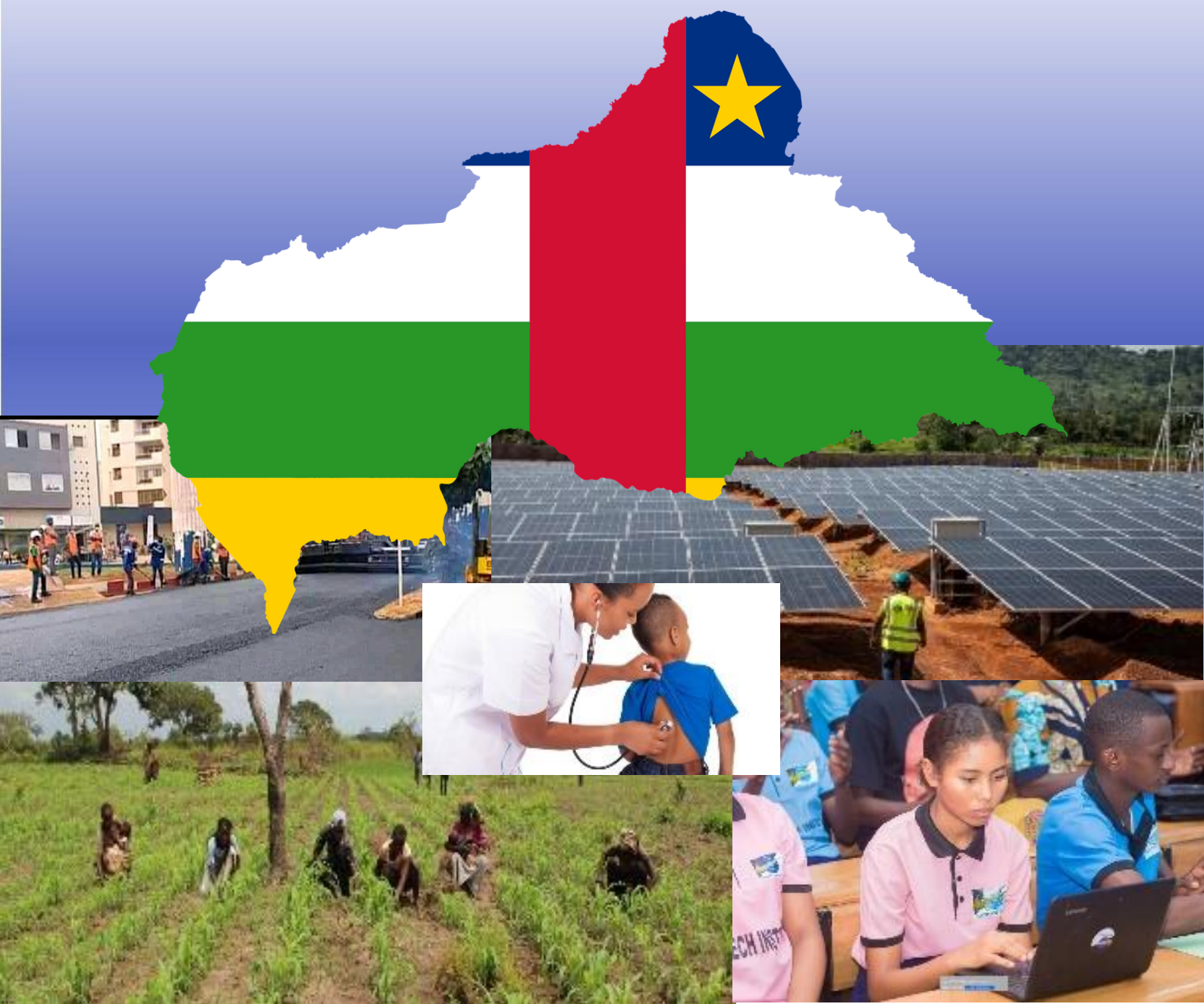
MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR ET DE LA
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

DIRECTION DE LA DETTE
ET DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT



RAPPORT ANNUEL DE GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE L'ANNEE 2023



Sommaire

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	iii
LISTE DES TABLEAUX	iv
LISTE DES FIGURES	v
PRÉFACE.....	vii
CHIFFRES CLES.....	viii
INTRODUCTION	1
I- NEGOCIATIONS, RENEGOCIATIONS D’EMPRUNTS ET EMISSIONS DE TITRES PUBLICS	3
II- GESTION DES DONNEES DE LA DETTE PUBLIQUE	6
III- AUTRES DETTES DE L’ETAT	19
IV- ANALYSE DES RATIOS ET FORMATIONS.....	25
CONCLUSION.....	32
ANNEXES.....	34



SIGLES ET ABBREVIATIONS

BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BICEC	Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit
BTA	Bons du Trésor Assimilables
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CRCT	Cellule de Règlement et de Conservation des Titres
CUT	Compte Unique du Trésor
DDPE	Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
ENERCA	Energie Centrafricaine
EPA	Etablissement Public Administratif
EPIC	Etablissement Public Industriel et Commercial
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
GSIC	Global Service et Investissement Entreprise
IDA	Internationale of Développement Association
IPPTE	Initiatives envers les Pays Pauvres Très Endettés
OFID	Fonds de l'OPEP ¹ pour le Développement International
ONM	Office National du Matériel
OTA	Obligations du Trésor Assimilables
PIB	Produit Intérieur Brut
PPP	Partenariat Public-Privé
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RCA	République Centrafricaine
SGC	Société Générale du Cameroun
SOCATEL	Société Centrafricaine de Télécommunication
SODECA	Société de Distribution d'Eau en Centrafrique
SYGADE	Système de Gestion et d'Analyse de la Dette
SVT	Spécialistes en Valeur du Trésor
UBA	United Bank for Africa
UPU	Union Postale Universelle

¹ Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole



LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Emission des titres publics et taux de réalisation en 2023.....	5
Tableau 2 : Evolution des décaissements 2021 au 2023.....	9
Tableau 3 : Evolution des Titres Publics levés par le Trésor Public entre 2021-2023	10
Tableau 4 : Service de la dette publique 2021-2023	11
Tableau 5 : Règlements de la dette publique entre 2021 et 2023.....	12
Tableau 6 : Règlements en principal et intérêts en 2023	13
Tableau 7 : Évolution des arriérés de la dette 2021-2023.....	14
Tableau 8 : Évolution de l'encours de la dette publique.....	15
Tableau 9 : Stock de la dette 2021-2023	16
Tableau 10 : Stock de la dette publique en monnaies au titre de l'année 2023	18
Tableau 11 : Situation des contributions	19
Tableau 12 : dettes des sociétés	20
Tableau 13 : Situation des Dividendes.....	21
Tableau 14 : Situation des dettes des Entreprises Publiques.....	22
Tableau 15 : Situation des dettes dues par l'État	23
Tableau 17 : Situation des dettes des Société d'Etat.....	24
Tableau 18 : Situation des dettes de la Mairie de Bangui.....	25
Tableau 19: Evolution du taux d'endettement de 2021 à 2023	25
Tableau 20 : ratio de solvabilité de 2021 à 2023	26
Tableau 21 : Récapitulatif des formations et ateliers en 2023	31



LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Emission des titres publics en 2023.....	5
Figure 2 : répartition des décaissements par bailleurs	9
Figure 3 : Evolution des décaissements 2021-2023	10
Figure 4 : Évolution des Titres Publics levés par le Trésor Public entre 2021-2023.....	10
Figure 5 : Evolution du service de la dette publique 2021-2023.....	11
Figure 6 : Evolution des règlements de la dette publique 2021-2023	12
Figure 7 : Situation de règlements en principal et intérêts de 2023.....	13
Figure 8 : Evolution des arriérés de la dette publique 2021-2023.....	14
Figure 9 : Evolution de l'encours de la dette publique de 2021 à 2023.....	15
Figure 10 : Evolution du stock de la dette 2021-2023.....	17
Figure 11 : Répartition du stock de la dette publique en 2023.....	18
Figure 12 : Répartition du stock de la dette par devises en 2023	19
Figure 13 : Dettes des sociétés à participation financière de l'Etat.....	21
Figure 14 : Répartition des dettes des sociétés	22
Figure 15 : Situation de la dette des Sociétés d'Etat	24
Figure 16 : Evolution du taux d'endettement de 2021-2023.....	26
Figure 17 : Evolution des ratios de solvabilité 2021-2023	27
Figure 18 : Profil de remboursement de la dette publique.....	29



PRÉFACE

La dette publique est l'ensemble des engagements financiers de l'Etat, ses collectivités publiques et ses organismes pris sous formes d'emprunts à une date déterminée. Elle est le résultat des flux de ressources empruntées et remboursées par l'Etat. Certains engagements de la dette sont directement signés par l'Etat, qui sont des dettes directes, tandis que d'autres sont seulement garanties par l'Etat et sont dites indirectes.

L'insuffisance des recettes publiques à financer l'ensemble des dépenses publiques justifie le recours aux emprunts pour combler le solde budgétaire déficitaire : d'où l'existence de la dette publique. Celle-ci est composée de la dette extérieure et de la dette intérieure. La dette extérieure est contractée auprès des non-résidents et est, dans la plupart des cas, exprimée en devises étrangères tandis que la dette intérieure est contractée auprès des résidents, exprimée en monnaie locale.

La dette occupe une place privilégiée dans les finances publiques d'un pays. La gestion de la dette est l'anticipation des risques auxquels peuvent s'exposer les finances publiques à une période donnée et, l'orientation des ressources empruntées vers les projets de développement structurants.

La gestion rationnelle de la dette publique est le fait d'une meilleure stratégie d'endettement public. C'est dans cette perspective que l'une des missions principales assignées à la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat (DDPE) consiste à analyser la situation périodique de la dette publique afin d'en tirer les enseignements qui s'imposent.



CHIFFRES CLES

	2021	2022	2023
1- Stock de la dette (en milliards de FCFA)			
Dette publique	684,08	768,59	900,97
<i>Dette extérieure</i>	318,96	322,26	342,28
<i>Dette intérieure</i>	365,11	446,33	558,69
2-Taux d'endettement (en pourcentage du PIB)			
Dette publique (stock)	47,77	50,17	56,50
<i>Dette extérieure</i>	22,27	21,04	21,50
<i>Dette intérieure</i>	25,50	29,13	35,00
3-Evolution des ratios de solvabilité (en pourcentage)			
Service de la dette (en % des recettes publiques) <= 20%	20	13,04	25,35
Service de la dette (en % des recettes intérieures propres) <=20%	31,1	25,17	43,83
Service de la dette en devises en % des recettes d'exportation	5	0	N/D
4-Risques liées au portefeuille de la Dette (en pourcentage)			
<i>Part de la dette exposée aux fluctuations du taux de change</i>	70,1	40,46	38
5-Structure de la dette Publique			
Dette extérieure par catégorie de bailleurs (en pourcentage)			
Multilatéraux	59,69	57,58	29,84
Bilatéraux	40,31	42,42	70,16
Dette publique par résidence (en pourcentage)			
Dette extérieure	72,29	18,88	37,99
Dette intérieure	27,71	58,07	62,01
Structure en devises (en pourcentage)			
\$US	21,32	18,88	50,66
DTS	20,78	13,40	27,35
CNY	1,52	1,35	2,23
EURO	1,28	1,11	2,47
Autres	55,10	65,27	17,29
PIB Nominal (en Milliards FCFA)	1432	1532	1594,8
RECETTES (en Milliards FCFA)	125,90	119,00	132,50
RECETTES ET DONS (en Milliards FCFA)	195,70	188,30	229,10
SERVICE DE LA DETTE (en Milliards FCFA)	30,10	33,20	58,07



INTRODUCTION



Les différentes crises qui se sont enchaînées tant en interne (crises militaro-politiques 2013-2021) qu'à l'externe (crise de l'Ukraine 2022) ont eu des impacts négatifs sur la mobilisation des ressources financières de l'Etat provoquant ainsi une aggravation du déficit budgétaire structurel et une accumulation de la dette publique. Au cours de trois dernières années, la hausse de la dette publique est beaucoup plus tirée par la dette intérieure.

En effet, dans un contexte de suspension des appuis budgétaires par certains partenaires traditionnels de la RCA et la rareté des prêts concessionnels, le pays a accentué son recours sur le marché des titres publics en vue de combler les besoins de trésorerie et de financer son développement.

La gestion de la dette vise à : (i) combler le besoin de trésorerie ou à financer le déficit du budget à moindre coût possible ; ii) gérer les risques du portefeuille ; iii) développer le marché des titres publics et iv) assurer le financement des projets de développement de la République centrafricaine.

La gestion de la dette publique à fin 2023 s'est soldée par les décaissements totaux de **168,77 Milliards FCFA** contre **112,80 Milliards FCFA** en 2022, soit une hausse de **33,16%**. La grande partie des ressources provient du marché des Titres Publics pour un montant de **122,66 Milliards FCFA**, suivi de Facilité Elargie de Crédit d'un montant de **24,32 Milliards FCFA**, Afriland **4,2 Milliards FCFA**, BADEA **6,50 Milliards FCFA**, et **9,58 Milliards FCFA** pour l'Arabie Saoudite.

Les règlements de la dette publique totalisent un montant de **54,08 Milliards FCFA** à la fin de l'exercice budgétaire 2023 contre **31,60 Milliards FCFA** en 2022, soit une augmentation de **41,57%**. Cette augmentation est due aux remboursements de : (i) Bons et Obligations du Trésor Assimilables (OTA-BTA) pour un montant de **36,57 Milliards FCFA** ; (ii) prêts du Fonds Monétaire International-Facilité Elargie de Crédit (FMI-FEC) qui s'élève à **12,31 Milliards FCFA** ; (iii) emprunts consolidés de la BEAC pour un montant de **2,23 Milliards FCFA** ; (iv) prêts de l'Association Internationale pour le Développement (AID) à hauteur de **3,05 Milliards FCFA** et autres (**2,48 Milliards FCFA**).

Le stock de la dette est passé de **768,59 Milliards FCFA** en 2022 à **900,97 Milliards FCFA** en 2023, soit une augmentation de **17,22%**. Cette augmentation s'explique par la consolidation du prêt Angolais, l'enregistrement du prêt d'Afriland, les émissions des Titres Publics et les nouveaux décaissements. La dette extérieure a connu une augmentation de **322,26 Milliards FCFA** en 2022 à **342,28 Milliards FCFA** à fin 2023 soit une hausse de 6,21%, tandis que la



dette intérieure, quant à elle, a connu une hausse de **25,17%** durant la même période passant de **446,33 Milliards FCFA** à **558,69 Milliards FCFA**.

Le taux d'endettement est passé de **50,17%** en 2022 à **56,50%** en 2023, en dessous de la limite communautaire de **70%**, soit une augmentation de **5,33** points. Toutefois, le ratio service de la dette sur les recettes intérieures propres s'est fortement dégradé à **43,83% en 2023** dépassant le seuil fixé par la norme de **20%**.

Par ailleurs, en raison des contraintes budgétaires et des difficultés de trésorerie rencontrées, les échéances du service de la dette de **58,07 Milliards FCFA** ne sont pas totalement réglées, engendrant des arriérés courants d'un montant de **3,99 Milliards FCFA**.

Le présent rapport s'articule autour des points suivants : (i) négociations, renégociations d'emprunts et émissions de Titres Publics ; (ii) gestion de la base des données ; (iii) autres dettes de l'Etat et, (iv) analyse de la solvabilité.

I- NEGOCIATIONS, RENEGOCIATIONS D'EMPRUNTS ET EMISSIONS DE TITRES PUBLICS

1.1-Négociations, renégociations d'emprunts

Les négociations et renégociations d'emprunts concernent les initiatives engagées par le Gouvernement dans le cadre de négociations et de renégociation des arriérés des dettes dues par la RCA à certains créanciers conformément au procès-verbal du Club de Paris.

Dans le cadre des renégociations avec certains créanciers de la République Centrafricaine, des correspondances de renégociation ont été adressées à ces derniers notamment : l'Angola, l'Argentine, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée Equatoriale, l'Irak, l'OFID, la Lybie, le Sénégal, le Mali, le Benin, le Sénégal, la République du Congo, le Taiwan et le Tchad dont les réponses sont en attentes.

Par ailleurs, dans le souci de rechercher une solution concertée aux problèmes des arriérées de la dette de la République centrafricaine vis-à-vis de l'Angola d'une part et restructurer la dette publique de la RCA d'autre part, une discussion a été entreprise entre la Présidente du Conseil d'Administration de l'**IGAPE** Madame **VERA TANGUE ESCORCIO** et le Gouvernement centrafricain.

À l'issue des échanges, les deux parties se sont convenues du montant des engagements en stock dans la base des données de la dette qui se chiffre à **13,29 Milliards FCFA** dont **11,50**



Milliards FCFA (20 Millions USD) de capital et **1,79 Milliards FCFA (3 Millions USD)** des intérêts de retards. Cette négociation suit son cours.

Parallèlement à cette démarche, le Gouvernement vient d'obtenir un don d'un **Million USD (1 000 000USD)** de la Facilité Africaine de Soutien Juridique (**ALSF**) pour un projet d'assistance technique dans le domaine de la gestion de la dette. L'une des composantes du projet vise à assister le Gouvernement dans le cadre d'un plan de restructuration, comprenant la renégociation de certains contrats de prêts conclus avec des créanciers extérieurs non-membres du Club de Paris.

Aussi, en marge des Assemblées Annuelles du Fonds Monétaire International et du Groupe de la Banque Mondiale tenue à Marrakech du 09 au 15 octobre 2023, des discussions ont eu lieu entre le Gouvernement et les autorités libyennes relatives aux arriérés de la RCA vis-à-vis de la Lybie. Les négociations se poursuivent.

1.2 Emissions de Titres Publics

Au cours de l'exercice budgétaire 2023, les calendriers indicatifs prévisionnels des émissions des Valeurs du Trésor conformément aux besoins de financement du pays ont été élaborés. La Loi de Finances initiale a prévu lever un montant de **80 Milliards FCFA** sur le marché domestique. Ce montant a été porté à **100 Milliards FCFA** dans le collectif budgétaire.

Au cours de l'année 2023, malgré le contexte économique difficile, la République Centrafricaine a exécuté avec satisfaction son programme d'émission de Titres Publics. L'Etat a levé sur le marché un montant cumulé de **122,66 Milliards FCFA** représentant **122,66%** des besoins exprimés par la Loi de Finances. Le montant des OTA s'élève à **104,98 Milliards FCFA** et celui des BTA se chiffre à **17,67 Milliards FCFA**. Il convient de noter que du fait des décotes élevées d'un montant de **11,87 Milliards FCFA**, le montant réellement encaissé par le Trésor s'élève à **110,79 Milliards FCFA**. Le Trésor public a réalisé avec succès sa première opération de syndication domestique le 16 août 2023 pour un montant global de **25 Milliards FCFA**. Le montant des OTA représente **85,94%** du montant levé sur le marché des Valeurs du Trésor contre **14,06%** de BTA.

L'encours des valeurs du Trésor au 31 décembre 2023 se chiffre à **188,32 Milliards FCFA** représentant **2,9%** de l'encours des valeurs du Trésor de la CEMAC et **11,27%** du PIB de la RCA.



Le réseau des SVT de la RCA est composé de (10) Banques, mais la participation de ces dernières aux opérations d'adjudication des Valeurs du Trésor reste faible. Seulement trois SVT sur dix participent régulièrement aux séances d'adjudication. Le taux de participation des SVT aux émissions des Valeurs du Trésor est de l'ordre de **33,33%**.

Sur le marché secondaire, la structure des détenteurs des Titres Publics a beaucoup évolué. Les principaux détenteurs des Titres Publics à fin décembre 2023 sont ; (i) Les SVT (**48,75 Milliards FCFA soit 25,88%**) ;(ii) les Etablissements de crédits non SVT (**68,08 Milliards FCFA soit 36,15%**) ; (iii) les Investisseurs institutionnels (**58,53 Milliards FCFA soit 31,08%**) et (iv) les personnes physiques (**12,97 Milliards FCFA soit 6,89%**)²

Le tableau ci-dessous présente les détails des émissions des Valeurs du Trésor (BTA et OTA) au titre de l'année 2023.

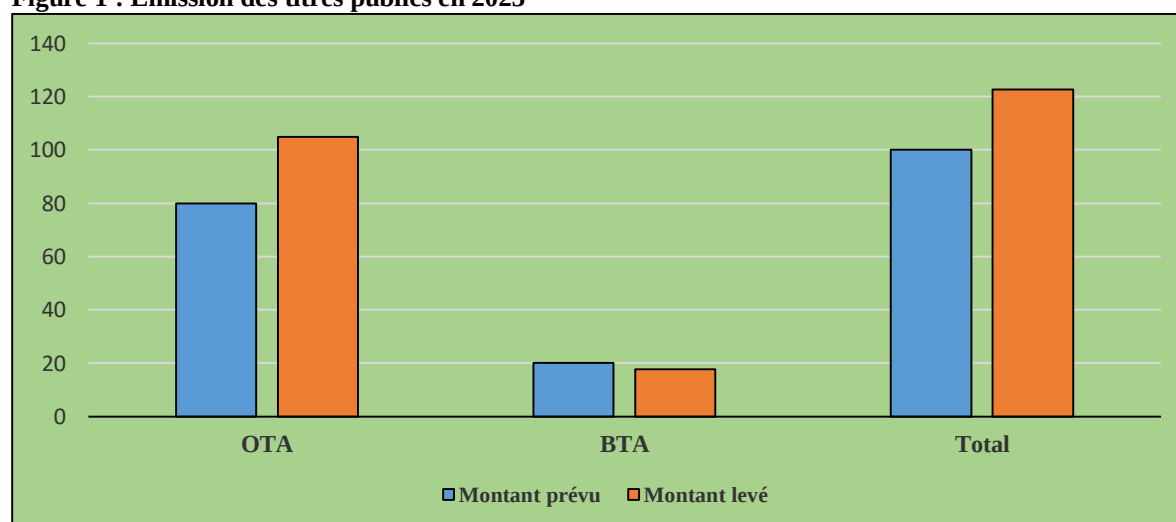
Tableau 1 : Emission des titres publics et taux de réalisation en 2023

En milliards FCFA

Instruments	Montant prévu	Montant levé	Taux de couverture
OTA	80	104,98	131,23%
BTA	20	17,68	88,40%
Total	100	122,66	122,66%

Source : DDPE

Figure 1 : Emission des titres publics en 2023



Source : DDPE

² Statistique mensuelle du Marché des Valeurs du Trésor de la CEMAC (CRCT).

Pour dynamiser davantage le marché des Valeurs du Trésor centrafricain, une mission a été organisée par le Ministère des Finances et du Budget au Cameroun au mois de Juillet 2023, en vue de faire la promotion des Titres Publics de la RCA. La conclusion d'un programme FEC avec le FMI a renforcé la confiance des investisseurs vis-à-vis des émissions de la RCA sur le marché financier régional.

Le Cadre Permanent de Concertation entre le Ministère des Finances et du Budget, les SVT et la BEAC a été formalisé par **Arrêté N° 564 MFB/DIRCAB/DGTCP** du 19 Juin 2023. Il permet de renforcer la communication entre les principaux acteurs du marché.

Une note d'information des émissions des Valeurs du Trésor accompagnant le calendrier annuel prévisionnel des émissions des Titres Publics a également été élaboré. Elle retrace les informations sur la situation économique, financière et les perspectives économiques du pays permettant aux investisseurs d'avoir une meilleure visibilité.

Le Gouvernement dans le souci de la transparence a enclenché le processus de la notation financière du pays en monnaie locale confiée à l'Agence de notation Bloomfield Investment dont le processus est en cours.

II- GESTION DES DONNEES DE LA DETTE PUBLIQUE

2.1. Processus d'endettement

Le dispositif d'endettement et de gestion de la dette publique en RCA s'appuie sur trois entités : (i) le Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale (MEPCI), (ii) le Ministère chargé des Finances et du Budget (MFB) et (iii) le Comité National de la Dette Publique (CNDP).

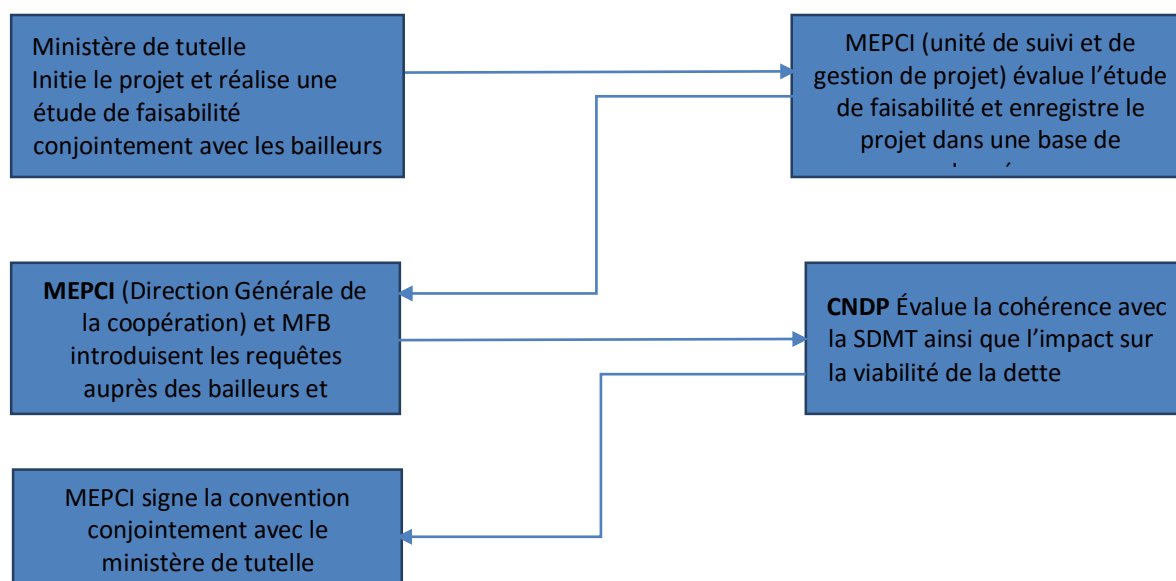
Les activités conduites par ces entités sont organisées autour de trois fonctions de la chaîne standard de la dette. Les fonctions de front office (négociations et contractions des prêts) sont exercées par le Ministère de l'Économie du Plan et de la Coopération Internationale pour les prêts extérieurs et par le Ministère des Finances et du Budget pour les prêts intérieurs. Les fonctions de middle office (Analyses préalables) sont gérées par le CNDP. Les fonctions de Back Office (comptabilisation et suivie des données) sont assurées par le MFB à travers la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat.

Le circuit d'endettement et de gestion de la dette font intervenir plusieurs administrations.



2.1.1. Pour le financement extérieur

Le schéma ci-dessous décrit le circuit.



2.1.2. Pour le financement intérieur

Une fois le budget voté par l'Assemblée Nationale et promulgué par le Chef de l'État, le Ministre Chargé des Finances et du Budget est autorisé à mobiliser ces financements pour combler une partie du déficit sur le marché intérieur.

Toutefois, il est important de mentionner que les dispositions du nouveau Décret sur le CNDP excluent l'examen par le Comité des emprunts sur le marché régional de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) déjà inscrits dans la Loi des Finances, la gestion des calendriers des émissions des Titres Publics ainsi que les appuis budgétaires.

La gestion des données de la dette publique nécessite l'analyse des nouveaux engagements, les décaissements, les services, les règlements, les arriérés ainsi que le stock de la dette.

2.2. Processus de décaissement

Le Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale centralise les décaissements relatifs au financement des projets. Les avis de décaissements sont fournis par le Ministre de tutelle (unité de gestion des projets) et dans certains cas, les bailleurs les transmettent simultanément et au Ministère de l'Economie, du Plan et au Ministère des Finances.

En ce qui concerne les décaissements des prêts du FMI, une fois les fonds virés sur le compte DTS du Trésor logés à la BEAC, celle-ci transmet les avis au MFB / DDPE pour enregistrement et suivi.

2.3. Processus de règlement

La procédure de règlement de la dette se déroule de la manière suivante : avant l'échéance, la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat initie les lettres de transfert avec le montant en devise et en XAF qu'elle envoie à l'Agence Comptable Central du Trésor (ACCT) pour paiement. L'ACCT en fonction de la disponibilité de la trésorerie donne l'ordre à la BEAC pour règlement.

Une fois réglé, la DDPE constate l'effectivité du règlement sur le relevé de la BEAC un mois après l'opération et procède à l'enregistrement du paiement dans sa base de données.

Le paiement des échéances des dettes levées sur le marché sous régional (OTA et les BTA) s'effectue par débit d'office du compte de règlement du Trésor ou du compte séquestre dédié aux remboursements des Titres Publics ouverts dans les livres de la BEAC en vertu de la convention qui lie les États de la CEMAC avec la BEAC.

2.4- Enregistrement de nouveaux emprunts

Au cours de l'exercice budgétaire 2023, une nouvelle convention d'emprunt a été signée le 25 mai 2023, entre la RCA et l'Afriland First Bank pour un montant de **4,20 Milliards FCFA** au taux de **8%** pour une maturité de **7 ans** avec **2 ans** de différé. Le prêt angolais contracté le 07 mars 2014, a été consolidé dans le stock de la dette publique en 2023 pour un montant de **13,29 Milliards FCFA (11,5 milliards FCFA en principal et FCFA 1,79 milliards FCFA en intérêt de retard)**. La RCA n'a bénéficié d'aucun allègement, annulation ou restructuration de la dette au titre de l'année 2023.

2.5- Décaissements

Les décaissements en 2023 totalisent un montant de **168,77 Milliards FCFA** dont **17,59 Milliards FCFA** de décaissements extérieurs et **151,18 Milliards FCFA** de décaissements intérieurs.

Les décaissements extérieurs proviennent de la **BADEA(6,50 Milliards FCFA, FIDA(1,51 Milliard FCFA)** et l'**Arabie Saoudite (9,58 Milliards FCFA)**, tandis que les décaissements intérieurs proviennent du **Fonds Monétaire International(24,32 Milliards FCFA)**, **d'Afriland First Bank(4,2 Milliards FCFA)** et les ressources levées sur le marché des Valeurs



du Trésor dont : Bons du Trésor Assimilable (BTA) qui se chiffrent à **17,67 Milliards FCFA** et les Obligations du Trésor Assimilable (OTA) pour un montant de **104,98 Milliards FCFA**.

Tableau 2 : Evolution des décaissements 2021 au 2023

en milliards FCFA

Année	2021	2022	2023
Extérieur	26,35	11,01	17,59
<i>Bilatérale</i>	1,22	10,98	9,58
<i>Multilatérale</i>	25,13	0,03	8,01
Intérieur	83,78	101,80	151,18
<i>FMI (DTS)</i>	35	50,45	0,00
<i>FMI (FEC)</i>			24,32
<i>AFRILAND FIRST BANK</i>		0,00	4,20
<i>Émission BTA</i>	15,5	5,00	17,68
<i>Émission OTA</i>	33,28	46,35	104,98
Total général	110,13	112,80	168,77

Source : DDPE

Les décaissements extérieurs représentent **10,42%** du total contre **89,68%** pour l'intérieur.

Figure 2 : répartition des décaissements par bailleurs

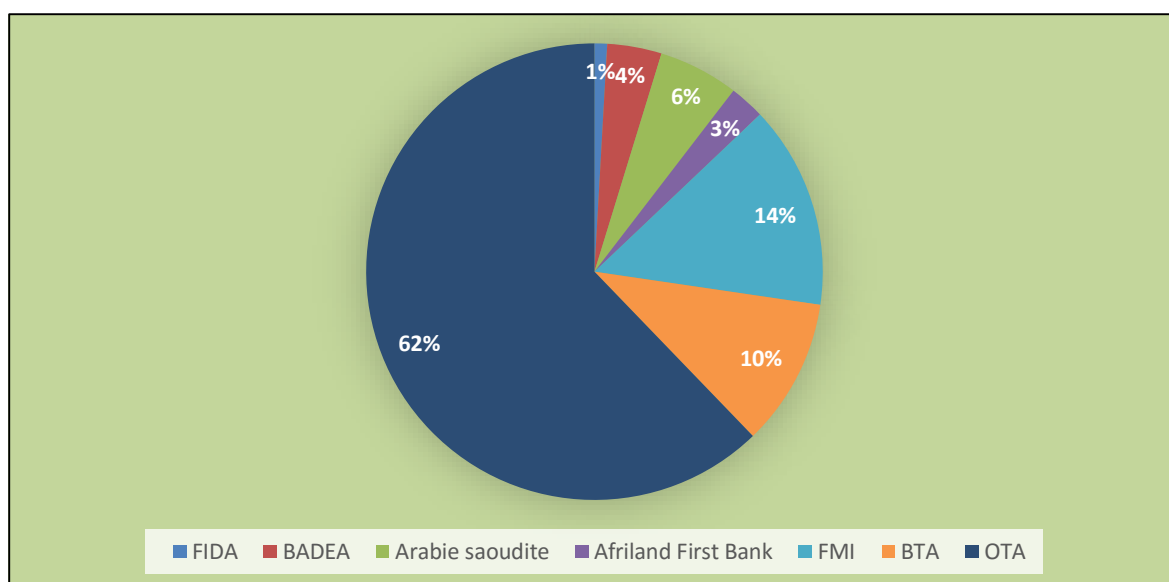
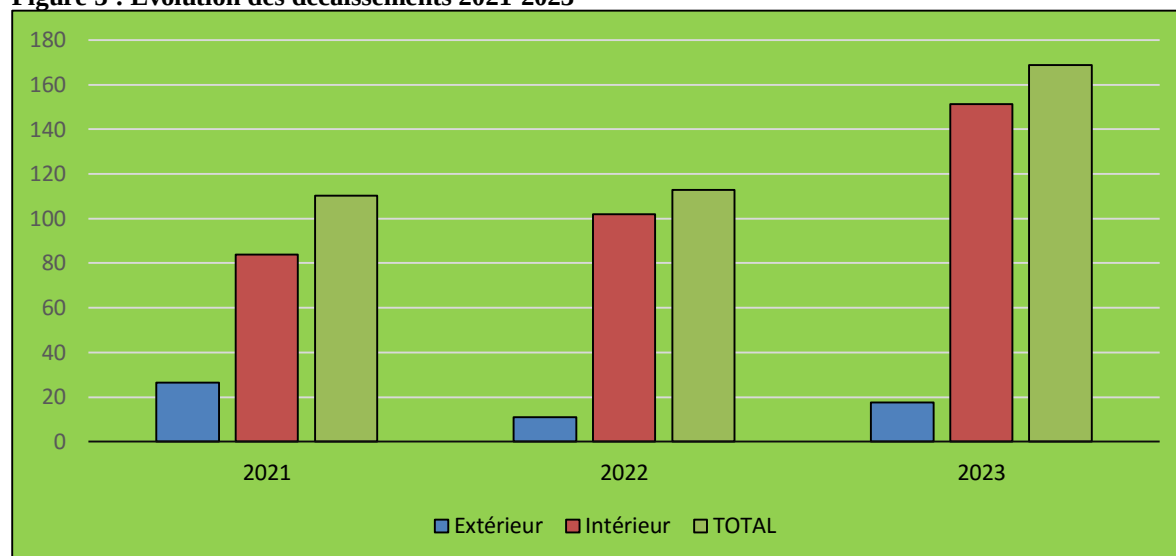


Figure 3 : Evolution des décaissements 2021-2023



Source : DDPE

De la figure ci-dessus, les décaissements intérieurs ont connu une hausse de **33,16%** entre 2022 à 2023. Ceci s'explique par le recours massif au marché à travers les émissions des Titres Publics et l'allocation DTS du FMI.

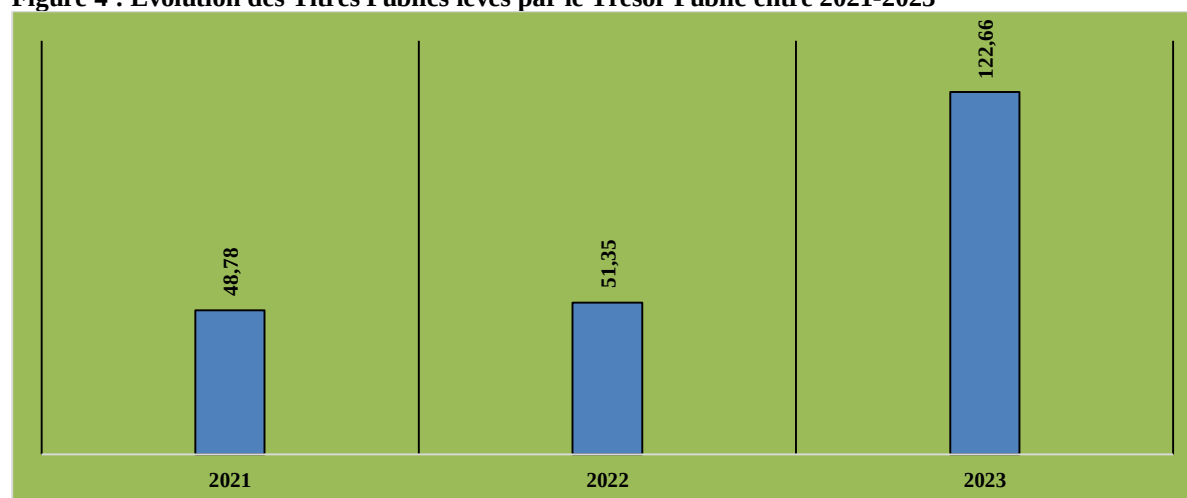
Tableau 3 : Evolution des Titres Publics levés par le Trésor Public entre 2021-2023

en milliards FCFA

Année	2021	2022	2023
Émission BTA	15,5	5	17,67
Émission OTA	33,28	46,35	104,98
Total	48,78	51,35	122,66

Source : DDPE

Figure 4 : Évolution des Titres Publics levés par le Trésor Public entre 2021-2023



Source : DDPE



De cette figure, il ressort que les montants des émissions des Titres Publics levés croissent d'une manière exponentielle entre 2021 et 2023.

2.6- Service de la dette

Le service de la dette est le montant que l'Etat doit payer chaque année pour honorer ses engagements financiers. Il comprend l'amortissement du capital et les intérêts, obtenus en appliquant un taux d'intérêt sur le capital restant dû.

Tableau 4 : Service de la dette publique 2021-2023

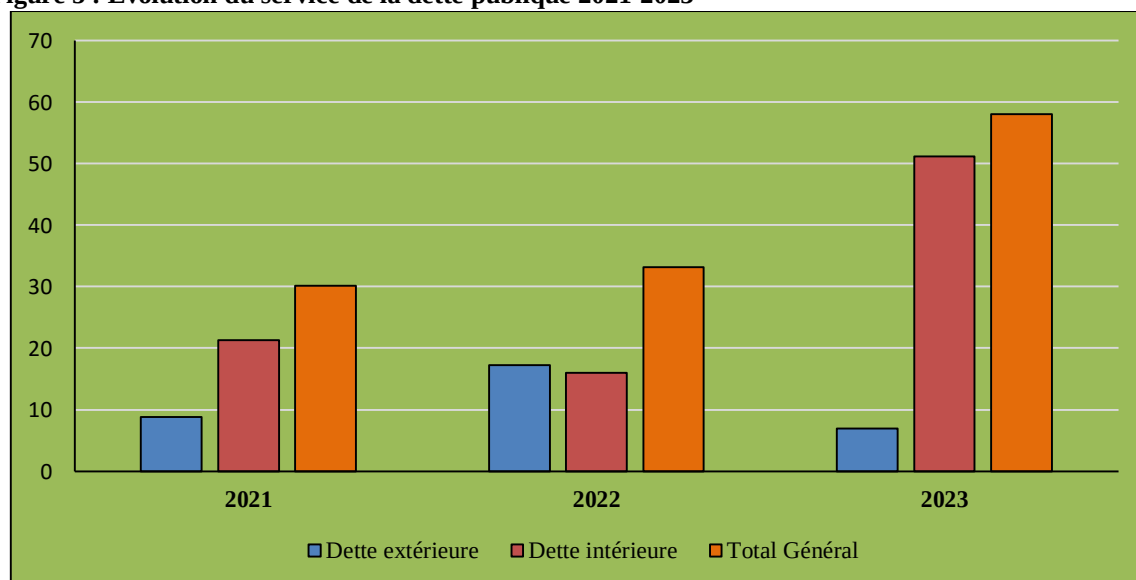
En milliards FCFA

Libellé	2021	2022	2023
DETTE EXTERIEURE	8,8	17,22	6,95
<i>Dette Bilatérale</i>	4,7	6,48	3,66
<i>Dette Multilatérale</i>	4,1	10,74	3,29
TOTAL DETTE INTERIEURE	21,3	15,97	51,12
TOTAL GENERAL	30,1	33,20	58,07

Source : DDPE

Le montant total du service de la dette publique en 2023 se chiffre à **58,07 Milliards FCFA** contre **33,20 Milliards FCFA** un an plutôt. Soit une hausse de **42,82%** en lien avec l'accroissement du service de la dette intérieure qui est passé de **15,97 Milliards FCFA** à **51,12 Milliards FCFA**. En 2023, le service de la dette représente **38,58%** des recettes propres.

Figure 5 : Evolution du service de la dette publique 2021-2023



Source : DDPE



2.7- Règlements de la dette publique à fin 2023

Les règlements sont effectués à hauteur de **54,08 Milliards FCFA** à fin 2023 contre **31,60 Milliards FCFA** en 2022, soit une augmentation de **71,14%** en lien avec les efforts du Gouvernement pour le règlement des échéances du service de la dette et la réduction progressive des arriérés.

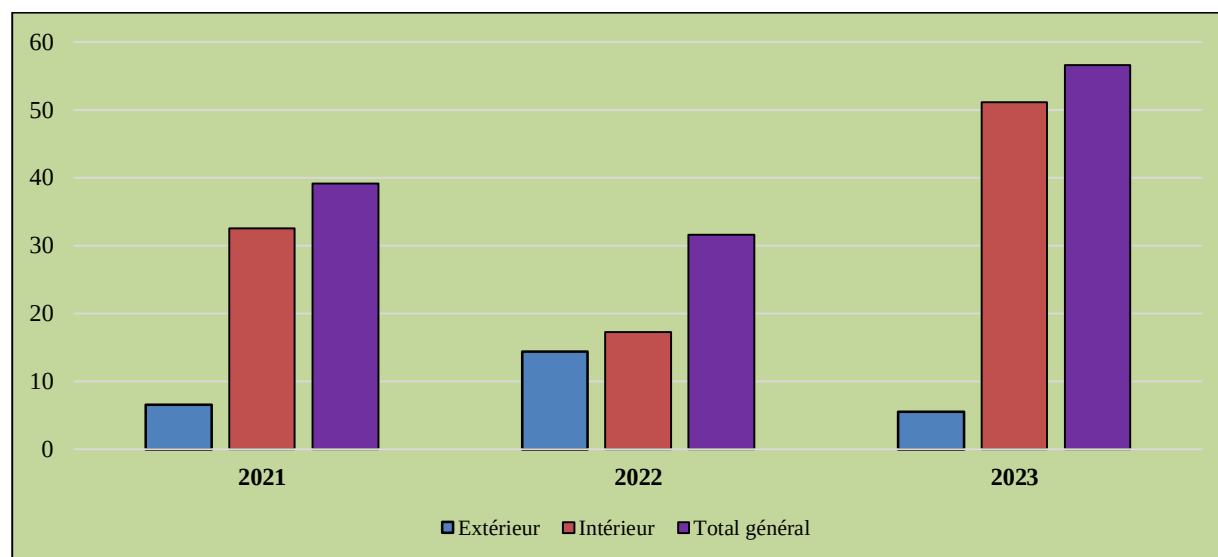
Contre un service prévisionnel de **58,07 milliards de FCFA**, le service effectif assuré à fin décembre 2023 hors règlement des arriérés s'élève à **54,08 milliards de FCFA** et représente un taux d'exécution de **93,13%**.

Tableau 5 : Règlements de la dette publique entre 2021 et 2023

En milliard FCFA			
Année	2021	2022	2023
Extérieur	6,6	14,4	5,52
- Bilatérale	4,6	4,9	1,07
- Multilatérale	2	9,5	4,45
Intérieur	32,6	17,3	51,12
Total général(y compris les arriérés)	39,2	31,7	56,64

Source : DDPE

Figure 6 : Evolution des règlements de la dette publique 2021-2023



Source : DDPE

A la fin de l'exercice budgétaire 2023, la dette extérieure est réglée à hauteur de **5,52 Milliards FCFA** contre **14,40 Milliards FCFA** en 2022, soit une diminution de **61,67%**. Cette diminution s'explique par le reclassement du prêt FMI dans la dette intérieure.



La dette intérieure a été réglée à hauteur de **51,12 Milliards FCFA** à fin 2023 contre **17,30 Milliards FCFA** en 2022, soit une augmentation de **195,49%**, dont les principaux règlements concernent les OTA-BTA (**36,57 Milliards FCFA**), le paiement des intérêts des prêts consolidés de la BEAC (**2,23 Milliards FCFA**) et prêts du FMI (**12,32 Milliards FCFA**).

2.5. Situation des règlements en principal et intérêts en 2023

Le tableau suivant présente la situation des règlements en principal et en intérêts de la dette publique en 2023.

Tableau 6 : Règlements en principal et intérêts en 2023

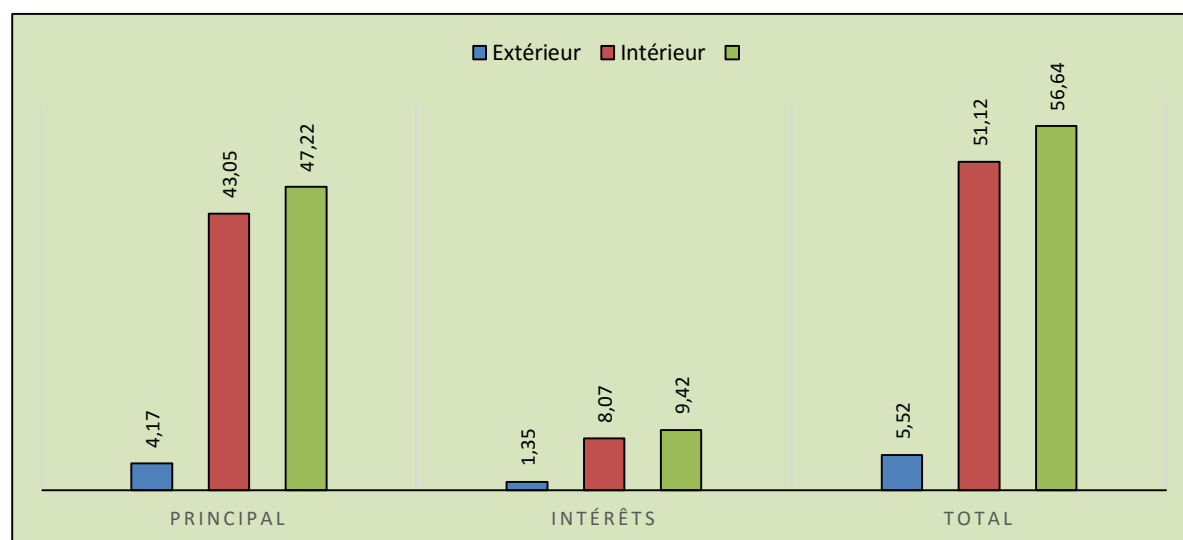
En milliards FCFA			
Libellé	Principal	Intérêts	Total
Extérieur	4,17	1,35	5,52
Intérieur	43,05	8,07	51,12
Total général	47,22	9,42	56,64

Source : DDPE

Durant l'exercice 2023, le montant de remboursement du principal se chiffre à **47,22 Milliards FCFA** tandis que les intérêts payés se chiffrent à **9,42 Milliards FCFA**.

Le service de la dette extérieure représente **9,75%** du total contre **90,25%** de la dette intérieure.

Figure 7 : Situation de règlements en principal et intérêts de 2023



Source : DDPE



2.8- Situation des arriérés de la dette publique à fin 2023

Le montant cumulé des arriérés en stock de la dette publique résulte des contraintes budgétaires, des difficultés de trésoreries et le non consentement d'allégement par les créanciers non membres du Club de Paris au titre de l'initiative PPTE.

En dépit des efforts fournis par le Gouvernement, le montant des arriérés courants se chiffrent à **3,99 Milliards FCFA**. On remarque une faible capacité de remboursement de la dette publique durant la période de 2021 à 2023, le montant en arriéré passant de **147,60 Milliards FCFA** à **159,07 Milliards FCFA**.

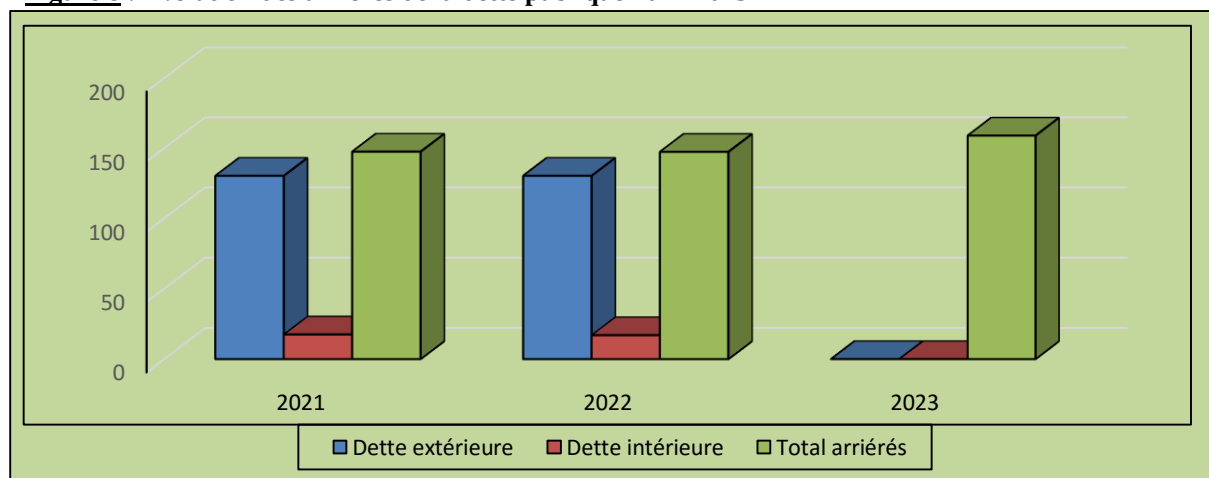
Tableau 7 : Évolution des arriérés de la dette 2021-2023

En Milliards FCFA			
Année	2021	2022	2023
Dette extérieure	130,4	130,4	137,38
<i>Bilatérale</i>	124,6	124,6	131,21
<i>Multilatérale</i>	5,8	5,8	6,17
Dette intérieure	17,5	17,0	21,69
Total arriérés	147,6	147,48	159,07

Source : DDPE

Le volume des arriérés en 2023 est en augmentation, passant de **147,48 Milliards FCFA** en 2022 et **159,07 Milliards FCFA** en 2023 en raison du non-paiement du service de la dette de certains créanciers notamment, FIDA (**0,17 Milliard de FCFA**), Arabie Saoudite (**0,90 Milliard FCFA**), Inde (**0,93 Milliard FCFA**), Serbie Monténégro (**0,29 Milliard FCFA**), BADEA (**0,067 Milliard FCFA**) et Koweït (**0,07 Milliard de FCFA**) et la prise en compte des arriérés du prêt angolais (**1,79 Milliard FCFA**) ainsi que les dettes croisées des entreprises publiques (SODECA et SOCATEL) (**8,4 Milliards FCFA**).

Figure 8 : Evolution des arriérés de la dette publique 2021-2023



Source : DDPE



2.9- Evolution de l'encours de la dette publique

Dans la perspective de financement des investissements publics, la RCA a contracté des prêts auprès des créanciers extérieurs et intérieurs. Au 31 décembre 2023, l'encours de la dette publique est évalué à **FCFA 741,89 Milliards** et représente **46,52%** du PIB. L'encours a connu une évolution de **15,85%** entre 2021-2022 et **19,43%** entre 2022-2023 en lien avec un accroissement continu des dettes extérieure et intérieure.

En termes de variation, l'encours de la dette intérieure est passé de **FCFA 262,71 Milliards** en 2022 à **FCFA 537,00 Milliards** en 2023, soit une augmentation de **104,41%** contrairement à celui de la dette extérieure qui est passé de **FCFA 358,50 Milliards** en 2022 à **FCFA 204,89 Milliards** en 2023, soit une diminution de **42,85%**. Le poids de l'encours de la dette extérieure est en recul par rapport à celui de la dette intérieure.

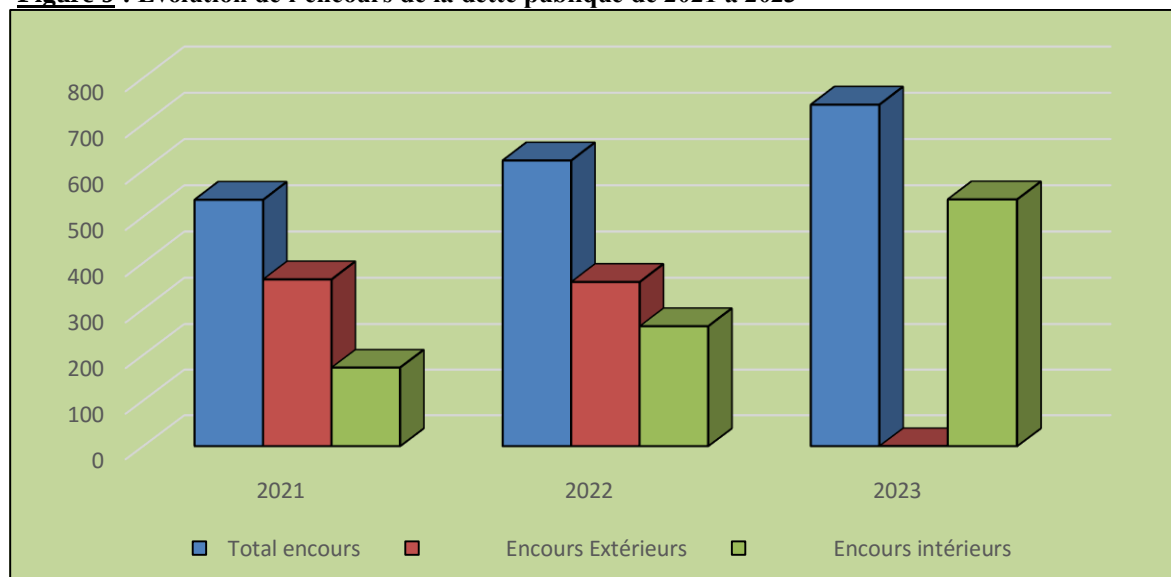
Tableau 8 : Évolution de l'encours de la dette publique

En milliard FCFA

Années	2021	2022	2023
Total encours	536,22	621,21	741,89
Encours Extérieurs	364,09	358,50	204,89
Encours intérieurs	172,13	262,71	537,00

Source : DDPE

Figure 9 : Evolution de l'encours de la dette publique de 2021 à 2023



Source : DDPE



2.10- Evolution du stock de la dette publique

Le stock de la dette du pays comprend l'encours de la dette de l'année antérieure auquel sont rajoutés les nouveaux décaissements de l'exercice en cours et les arriérés. A la fin de l'exercice budgétaire 2023, le stock de la dette se chiffre à **900,97 Milliards FCFA** contre **768,59 Milliards FCFA** en 2022 soit une hausse de **17,22 %** en lien avec la hausse de la dette intérieure (émission de Titres Publics, décaissement du FMI) et de la dette extérieure (consolidation du prêt Angolais, les décaissements du prêt Saoudien et l'enregistrement des dettes croisées).

La dette extérieure représente **37,99%** du stock contre **62,01%** de la dette intérieure. Le stock de la dette publique rapporté au PIB, à fin décembre 2023, s'établit à **56,50%** contre **50,17%** en 2022, soit une variation de **6,33** points. Le stock de la dette publique renferme **16,32%** du passif de la dette en instance de négociation dans le cadre de l'initiative PPTE, soit **147,08 Milliards** de FCFA en valeur absolue (**FCFA 130,04** Milliards en extérieur et **FCFA 17,04 Milliards** en intérieur).

Tableau 9 : Stock de la dette 2021-2023

en milliards FCFA

Années	2021	2022	2023
Total stock	684,07	768,59	900,97
Stock Extérieur	318,96	322,26	342,27
Stock intérieur	365,11	446,33	558,70

Source : DDPE

A fin décembre 2023, la dette extérieure se situe à **21,50%** du **PIB** contre **21,04%** du **PIB** en **2022**. Elle est constituée de **29,83%** de la dette multilatérale et de **70,17 %** de la dette bilatérale. Les principaux créanciers multilatéraux sont : **IDA (26,43%)**, le Fonds Africain de Développement (**FAD 3,30%**), le **FIDA (3,64%)** et la **BADEA (2,35%)**. La dette bilatérale occupe **43,53%**. Les principaux créanciers sont : la Chine (**4,69%**), l'Arabie Saoudite (**14,82%**), l'Inde (**11,91%**), l'Angola (**6,02%**) et Koweït (**5,48%**).

Le stock de la dette intérieure du pays est passé de **446,33 Milliards FCFA** en 2022 à **558,70 Milliards FCFA** en 2023, soit une hausse de **25,18 %**. Elle représente **35%** du PIB, et **62,02%** du portefeuille total de la dette. Elle est composée des engagements vis-à-vis des partenaires sous régionaux à savoir : la BEAC, les autres dettes intérieures ainsi que des Titres Publics (Bons et Obligations du Trésor), les prêts du FMI.



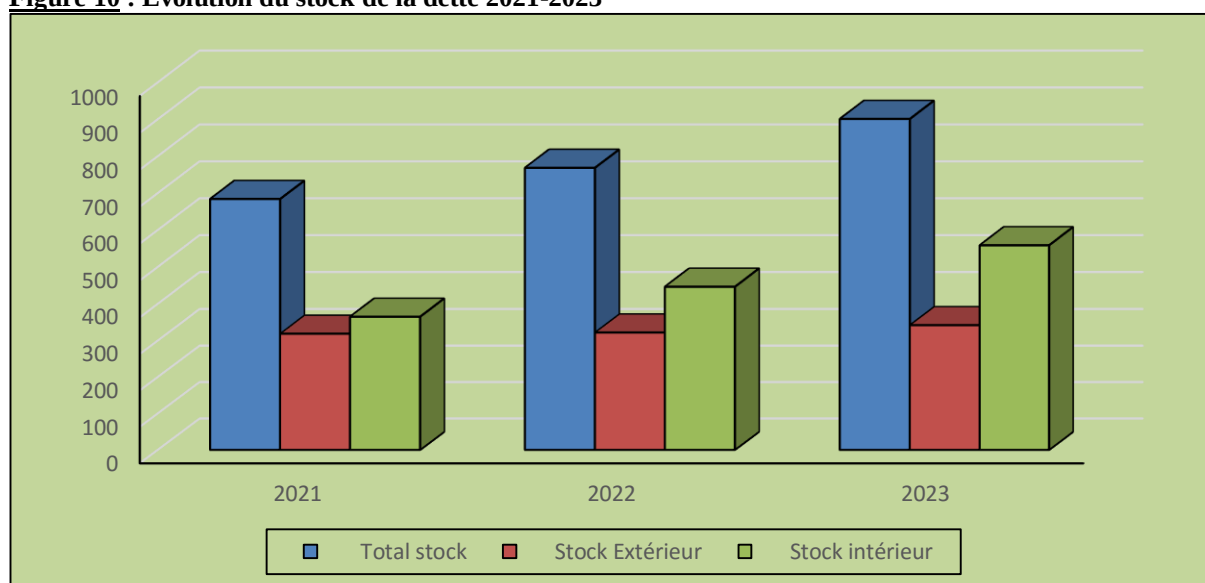
Les principales rubriques de la dette intérieure sont : FMI (30,74%), les Titres Publics (21,95%) et la dette envers la BEAC (15,29%). Elles comprennent également des emprunts auprès des institutions financières régionales et des arriérés de paiement de salaire et autres (32,01%).

Pour l'exercice 2023, le volume des émissions de Titres Publics réalisées se chiffre à **122,66 milliards FCFA** contre **51,35 milliards FCFA** en 2022 soit une hausse de **138,87%**.

Les OTA se chiffrent à **104,98 milliards FCFA** et les BTA **17,68 milliards FCFA**. Cette configuration répond à la volonté de l'État d'opter pour des Titres de maturités beaucoup plus longues afin d'éviter tout risque de refinancement. Cependant, les interventions de l'État sur le marché des Titres Publics sont concentrées sur des maturités de 3 à 5 ans consécutifs avec le risque de refinancement pour les années 2024, 2025, 2026 et 2027 avec les perspectives des coûts onéreux qui se pointent à l'horizon.

La figure ci-dessous présente l'évolution du stock de la dette extérieure et intérieure de 2021 à 2023.

Figure 10 : Evolution du stock de la dette 2021-2023



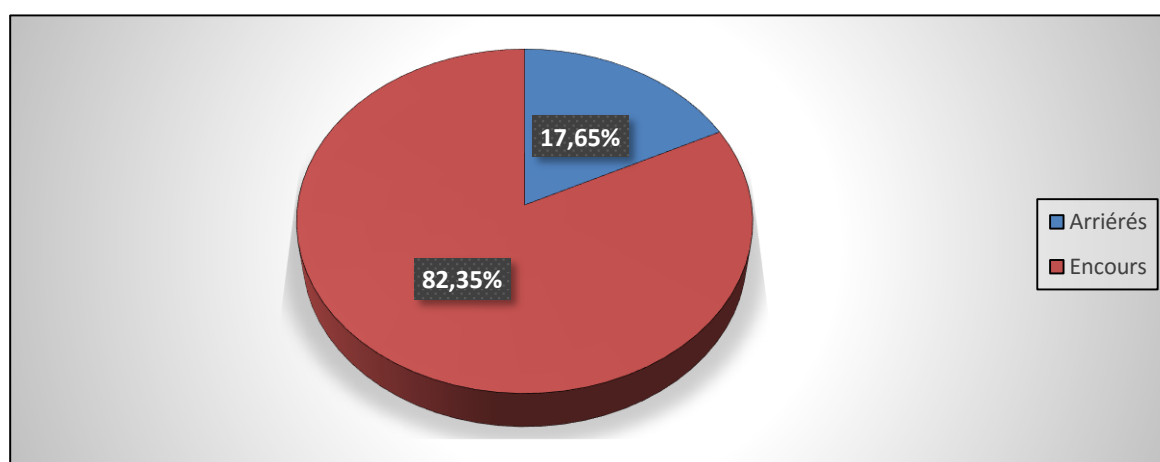
Source : DDPE

2.11- Répartition du stock de la dette publique en 2023

La figure ci-dessous nous montre la part des arriérés et encours de la dette publique à fin 2023. Le portefeuille de la dette de la RCA est composé de 17,65% des arriérés et 82,35% de l'encours.



Figure 11 : Répartition du stock de la dette publique en 2023



Source : DDPE

2.12-Structure du stock de la dette publique par devises

Le portefeuille de la dette extérieure exprimée en devises est composé principalement du Dollar américain (19,22%) suivi du DTS (10,22%) et du Riyal (5,13%). Le FCFA demeure la monnaie la plus utilisée par la RCA pour le financement de sa dette et représente 62,01% du portefeuille total.

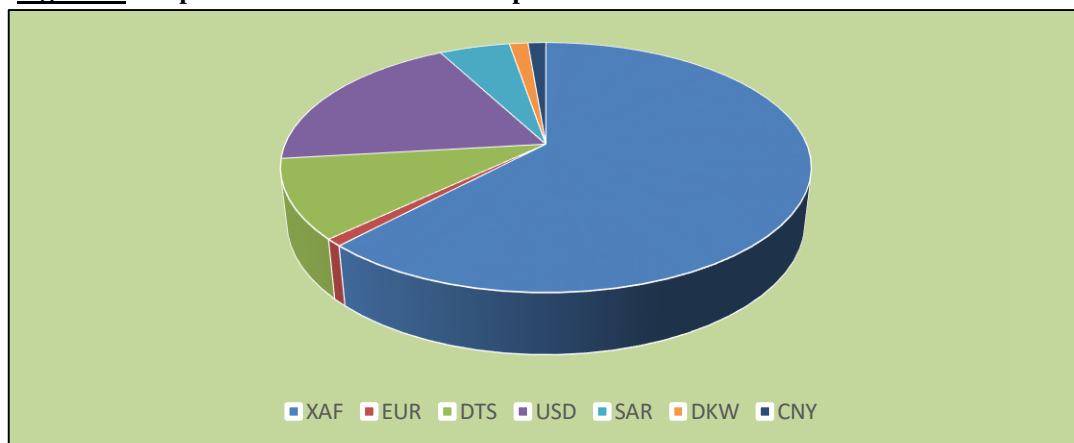
Tableau 10 : Stock de la dette publique en monnaies au titre de l'année 2023

En Milliards FCFA

Monnaies	Montant	%
XAF	558,69	62,01%
EUR	8,33	0,92%
DTS	92,04	10,22%
USD	171,77	19,07%
SAR	46,22	5,13%
DKW	12,20	1,35%
CNY	11,72	1,30%
TOTAL	900,97	100,00%

Source : DDPE

Figure 12 : Répartition du stock de la dette par devises en 2023



Source : DDPE

III- AUTRES DETTES DE L'ETAT

Les autres dettes regroupent d'une part les arriérés de paiement de contribution de l'État centrafricain dans les organismes internationaux et d'autre part, les dettes des sociétés d'Etat à forte probabilité de passifs conditionnels.

3.1- On note une forte augmentation d'arriérés de contribution s'élevant à un montant de Quatre Vingt Sept Milliards Quatre Cent Soixante Douze Millions Six Cent Soixante Neuf Mille Quatre Cent Soixante Dix Huit FCFA (**87 472 669 478 FCFA**) due à l'absence d'un mécanisme de suivi par les responsables des entités concernées, de la faible capacité d'engagements des crédits budgétaires, d'un déficit de communication des données sur les contributions à la DGB et enfin des difficultés de la trésorerie de l'Etat.

II-1. Tableau des contributions

Tableau 11 : Situation des contributions

en milliards FCFA

Montants alloués dans la Loi de Finances 2022	Règlement	Montant arriéré réglés	Montants en arriérés	Taux d'exécution
1,07	0,42	1,014	87,47	39,25%

Source : DDPE



II-1.1 Part des contributions payées sur la Prévision dans la Loi des Finances

En 2023, le montant alloué dans la Loi de Finances au paiement des contributions dans les Organismes Internationaux s'élève à Un Milliard Soixante Quatorze Millions Sept Cent Cinquante Mille FCFA (FCFA 1 074 750 000). Quatre Cent Vingt et Un Millions Huit Cent Soixante Trois Mille trente et Un FCFA (FCFA 421 863 031) ont été réglé soit un taux d'exécution de 39,25%.

II-1.2 Part des arriérés payés sur le montant global

Sur un montant global d'arriérés de contribution s'élevant à FCFA Quatre Vingt Sept Milliards Quatre Cent Soixante Douze Millions Six Cent Soixante Neuf Mille Quatre Cent Soixante Dix Huit (FCFA 87 472 669 478), Un Milliard Quatorze Millions Cent Soixante Huit Mille Cinq Cent Soixante Douze FCFA (FCFA 1 014 168 572) ont été réglés soit 1,16%.

3.2. Structure du portefeuille de l'Etat

Le portefeuille de l'Etat est composé des Sociétés d'Etat, des Sociétés à Participation Majoritaire, Minoritaire de l'Etat ainsi que les Organismes. Dans ces structures l'Etat détient des actions. En cas de résultat net positif et en fonction de la décision du Conseil d'Administration de la structure concernée, des dividendes peuvent être reversées sur le compte de l'Etat.

I- SITUATION DU PORTEFEUILLE

III-1 Dettes des sociétés

Tableau 12 : dettes des sociétés

en milliards FCFA

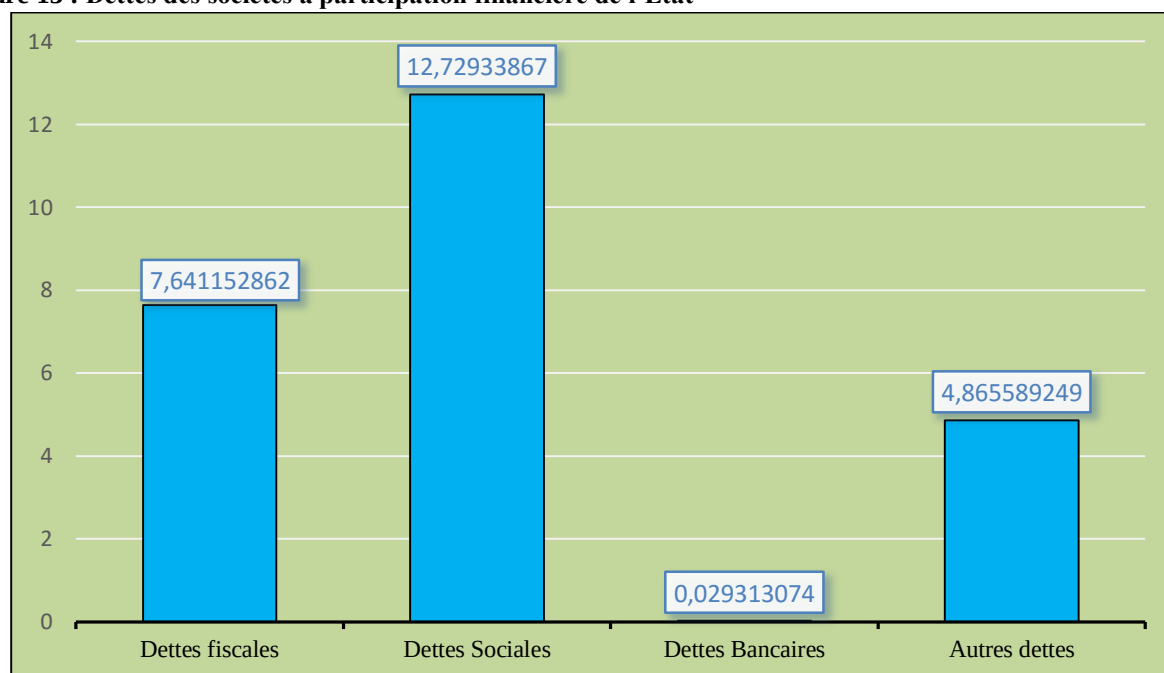
Entités	Dettes fiscales	Dettes Sociales	Dettes Bancaires	Autres dettes	Total
Sociétés d'Etat	7,33	12,40	-	1,82	21,54
Sociétés à participation majoritaire de l'Etat	0,21	0,07	0,03	0,52	0,84
Sociétés à participation minoritaire de l'Etat	0,10	0,26	-	2,52	2,88
TOTAL	7,64	12,73	0,03	4,87	25,27
En % du total	30,24%	50,38%	0,12%	19,26%	100%

Source : DDPE

Les dettes des sociétés totalisent un montant de Vingt Cinq Milliards Deux Cent Soixante Cinq Millions Trois Cent Quatre Vingt Treize Mille Huit Cent Cinquante Sept FCFA (FCFA 25 265 393 857). La dette fiscale représente 30,24%, la dette sociale 50,38%, la dette bancaire 0,12% les autres dettes 19,26% comme le montre le tableau ci-dessous.



Figure 13 : Dettes des sociétés à participation financière de l'Etat



On se rend compte que ce sont les dettes sociales qui occupent la majeure partie des dettes des sociétés, suivies des dettes fiscales ainsi que des autres dettes tandis que les dettes bancaires sont minimales.

III-1.2 Situation des dividendes

Au terme de l'exercice 2022, la part de dividende versée sur le compte du Trésor Public s'élève à Deux Milliards Cent Soixante Deux Millions Cinq Cent Neuf Mille Deux Cent Trente Trois FCFA (2 162 509 233 FCFA) comme l'illustre le tableau ci-dessous, soit 81,48% pour la BEAC, 4,17% pour ECOBANK et 14,35% pour BPMC.

Tableau 13 : Situation des Dividendes

en milliards FCFA

Sociétés et Organismes	Capital	Quote-part de l'Etat	Taux	Résultat 2022	Dividende/	Emploi Dividende
					Etat	
BEAC	88	14,67	16,67%	N/D	1,76	Virement sur le compte du Trésor
ECOBANK	10	0,5	5%	1,93	0,09	Virement sur le compte du Trésor
BPMC	15	5,63	37,50%	3,11	0,31	Virement sur le compte du Trésor
BSIC	10	1,5	15%	0,14	0	Report à nouveau
BGFI	10	5,18	51,85%	0,13	0	Report à nouveau
TOTAL	133	27,48		5,31	2,16	

Source : DDPE



III-1.4 Dettes des Entreprises Publiques

Tableau 14 : Situation des dettes des Entreprises Publiques

en milliards FCFA

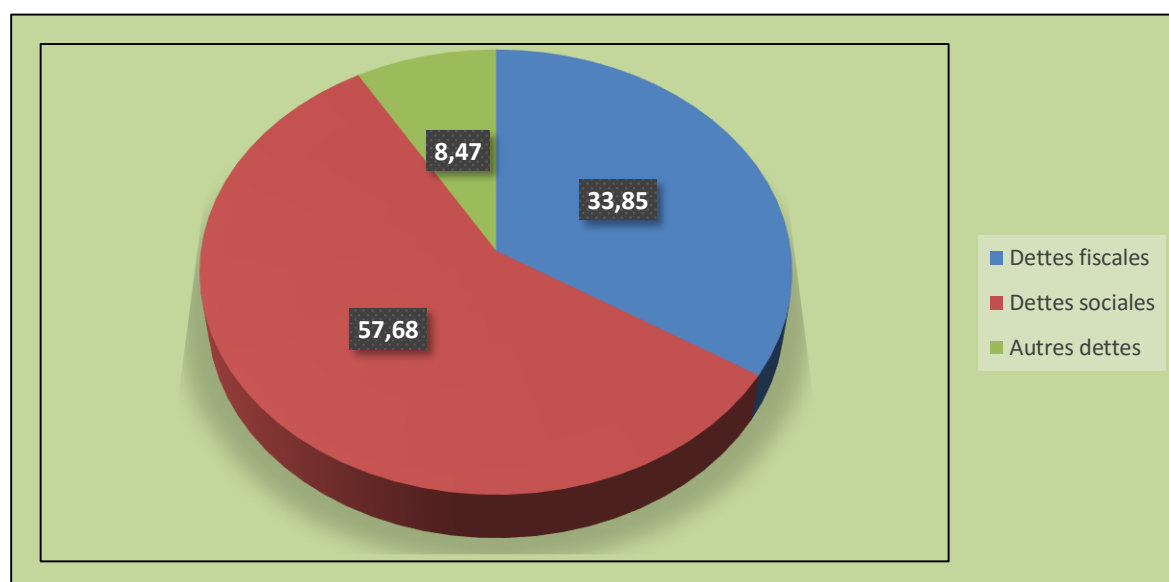
ENTITES	DETTES FISCALES	DETTES SOCIALES	AUTRES DETTES
ENERCA	0,00	0,10	0,00
SODECA	4,51	1,97	0,61
SOCATEL	2,76	10,31	1,21
SEGA	ND	ND	ND
ICA (Imprimerie Centrafricaine)	0,01	0,02	0
Part des dettes en % du total	33,85%	57,68%	8,47%
TOTAL	7,33	12,40	1,82

Source : DDPE

III-1.5 Répartition par catégorie des dettes

Les dettes des Entreprises Publiques s'élève à Vingt et Un Milliards Quatre Cent Quatre Vingt Onze Millions Six Cent Soixante Quatre Mille Six Cent Trois FCFA (FCFA 21 491 664 603) ; Les dettes fiscales représentent 33,85%, 57,68% de dettes sociales et 8,47% des autres dettes. La figure ci-dessous en donne une illustration.

Figure 14 : Répartition des dettes des sociétés



Source : DDPE

3.3- Situation des dettes Croisées entre l'État et les Sociétés

Selon le rapport du Comité Chargé de l'élaboration du plan d'apurement de 2019, Les dettes croisées des Entreprises Publiques opérant dans le secteur de l'énergie, des télécommunications



et de l'eau, le montant total des dettes croisées dû par l'Etat aux trois entreprises des secteurs respectifs s'élève à 14,48 Milliards FCFA, comme le montre le tableau qui suit :

Tableau 15 : Situation des dettes dues par l'État

en milliards FCFA

Libellé	ENERCA	SODECA	SOCATEL	TOTAL
Montant dû	6,09	5,14	3,25	14,48

Source : DDPE

Pour alléger sa dette vis-à-vis des entreprises publiques, l'État a procédé à la titrisation de sa dette envers l'ENERCA. Le montant des dettes dues par l'Etat aux deux autres Sociétés d'Etat (SODECA et la SOCATEL) s'élève à 8,40 Milliards FCFA.

En effet, une convention de titrisation et de cession de créances de l'ENERCA sur l'État a été signée le 24 Novembre 2023 entre l'Etat centrafricain (débiteur), ENERCA (créancier) et Africa Bright Securities (investisseur) pour un montant de 6,00 Milliards FCFA. Au terme de cette convention, l'ENERCA détenteur des créances sur l'Etat dont le montant se chiffre à 6,09 Milliards FCFA s'engage à participer aux opérations de titrisation de la dette intérieure de sa créance sur l'Etat. Le montant de créance est arrêté à 6,00 Milliards FCFA selon les modalités de la convention, L'ENERCA cède la créance à l'investisseur pour une valeur nominale de 6,00 Milliards FCFA avec une décote de 17,5% soit un prix de cession de 4,95 Milliards FCFA. L'Etat titre la créance de 6,00 Milliards FCFA détenues par l'investisseur qui en souscrit.

Les Obligations résultant de cette opération ont une Maturité de 4 ans avec un taux d'intérêt fixe de 6,5% payable annuellement avec un remboursement in fine du principal.

Tableau 16 : situation des dettes des entreprises à l'égard des organismes sociaux

en milliards FCFA

LIBELLE	ENERCA	SODECA	SOCATEL	TOTAL
CNSS	2,43	1,60	1,85	5,88
ACFPE	0,01	0,10	0,28	0,39
Total	2,44	1.70	2,13	6,27

Source : DDPE

Ce tableau retrace les engagements dus à l'égard des organismes sociaux, dont CNSS totalise un montant de 5,88 Milliards FCFA et ACFPE 0,39 Milliard FCFA, ce qui donne un total de 6,27 Milliards FCFA.



3.4- Dettes des Sociétés d'Etat

Tableau 17 : Situation des dettes des Société d'Etat

en milliards FCFA

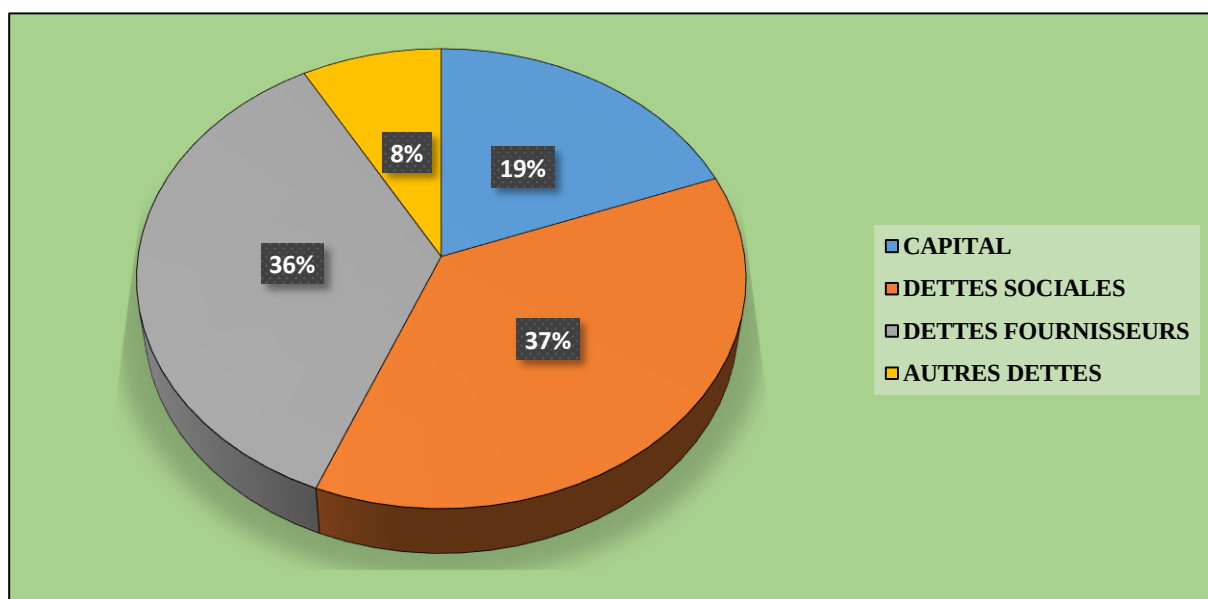
ENTITES	CAPITAL	DETTES SOCIALES	DETTES FOURNISSEURS	AUTRES DETTES
ENERCA	4,80	0,10	ND	1,36
SODECA	0,50	1,97	7,84	0,61
SOCATEL	1,12	10,30	4,08	0,75
TOTAL	6,42	12,37	11,92	2,72

Source : DDPE

Le tableau ci-dessus met en évidence les différents types de dettes des sociétés à participation de l'Etat. Le niveau élevé des dettes des sociétés d'Etat résulte du fait des difficultés qu'éprouvent lesdites sociétés. On note une augmentation des dettes sociales contrairement aux dettes bancaires et autres dettes par rapport à l'année précédente.

La dette des sociétés d'Etat est composée à 37% de la dette sociale, 36% de la dette envers les fournisseurs, 8% des autres dettes et 19% du capital.

Figure 15 : Situation de la dette des Sociétés d'Etat



Source : DDPE



Tableau 18 : Situation des dettes de la Mairie de Bangui*en milliards FCFA*

LIBELLE	DETTES
CNSS	2,74
BGFI	0,11
ENERCA	3,00
SODECA	0,25
IMPAYES PERSONNEL MAIRIE ET TABLEAU D'AVANCEMENT	0,12
DIVERS FOURNISSEURS	0,50
FRAIS DE JUSTICE	1,50
DETTES DU PERSONNEL	0,35
TOTAL	8,57

Source : Mairie de Bangui / DDPE

IV- ANALYSE DES RATIOS ET FORMATIONS

La gestion de la dette publique est l'un des aspects essentiels de la politique budgétaire. Une bonne analyse de la viabilité pourrait prémunir le portefeuille de la dette publique des risques auxquels il peut être exposé.

4.1 Analyse de la viabilité de la dette publique

L'évolution du stock de la dette publique durant ces trois dernières années, laisse paraître une hausse progressive du taux d'endettement, passant de **47,77%** en 2021 à **50,17%** en 2022 pour atteindre **56,50%** à fin 2023. Cette évolution ne dépasse pas encore le seuil d'endettement de **70%** fixé par les normes communautaires.

Tableau 19: Evolution du taux d'endettement de 2021 à 2023*en milliards FCFA*

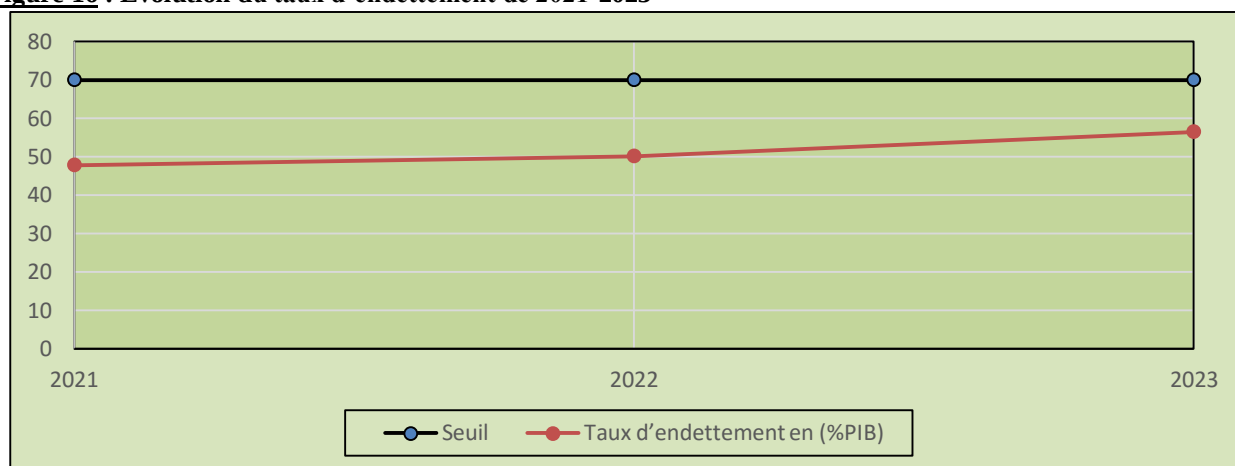
Années	2021	2022	2023
Stock dettes publiques	684,07	768,59	900,97
PIB Nominal	1432	1532	1 594,80
Taux d'endettement en (%PIB)	47,77	50,17	56,50

Source : DDPE

4.1.1- Analyse de l'évolution du taux d'endettement public

Entre 2021 et 2023, le taux d'endettement du pays n'a jamais atteint le seuil de **70%** du PIB exigé par la norme communautaire. Toutefois, il est important de signaler que la tendance haussière entre 2022 et 2023 représente un risque potentiel de surendettement dans les années à venir si elle n'est pas maîtrisée. Ceci est dû à une augmentation constante du stock de la dette publique résultante d'un recours intensif sur le marché domestique des Titres Publics.

Figure 16 : Evolution du taux d'endettement de 2021-2023



4.1.2- Analyse du ratio de solvabilité

La solvabilité d'un Etat se mesure par le rapport entre le service de la dette publique et les recettes publiques. Pour mesurer la capacité de l'Etat hors appui extérieur, le ratio est calculé par rapport aux recettes intérieures.

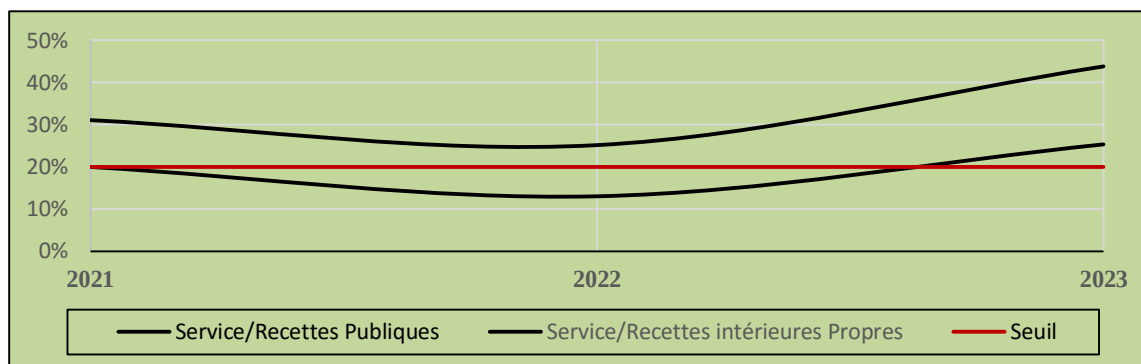
La figure ci-dessous présente les tendances des divers ratios de solvabilité.

Tableau 20 : ratio de solvabilité de 2021 à 2023

Années	En milliards FCFA		
	2021	2022	2023
Service/Recettes Publiques	20%	13,04%	25,35%
Service/Recettes intérieures Propres	31,10%	25,17%	43,83%
Normes communautaires	20%	20%	20%

Source : DDPE

Figure 17 : Evolution des ratios de solvabilité 2021-2023



Source : DDPE

En analysant l'allure des différentes courbes de la figure ci-dessus, il ressort que les ratios de solvabilité suivent une tendance baissière sur la période 2021 à 2022. La tendance haussière est observée à partir de l'année 2022-2023 pour les deux ratios, ce qui donne l'alerte en vue du recadrage de la politique d'endettement du pays. Le service de la dette publique en pourcentage des recettes intérieures dépasse déjà la norme communautaire en 2023, d'où nécessité de la mise en place d'une politique fiscale adéquate pour augmenter le niveau des recettes afin d'inverser la tendance.

4.1.3- Analyse des risques du portefeuille

En finances publiques, un risque est la variabilité des cash-flows nets (recettes moins dépenses) ou de la valeur des éléments d'actifs et de passifs pour un Etat ou une entreprise. Cela se caractérise par le résultat incertain dû à la volatilité, c'est-à-dire la possibilité que le résultat réalisé diffère du résultat attendu.

Le portefeuille de l'Etat peut être exposé à divers risques, entre autres ; le risque opérationnel, le risque de change, le risque de refinancement, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit, etc.

4.1.4- Risque opérationnel

Le risque opérationnel englobe tout ce qui n'est pas risque de marché, ni risque de crédit. Dans cette optique, il convient de noter que sur toute la chaîne de gestion de la dette, il y a de risque opérationnel expliqué par le fait que la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat, organe en charge de cette gestion fait face, sans cesse, à des problèmes d'enregistrement des données.

En effet, les informations en provenance des autres institutions ne sont pas reçues à temps réel impactant ainsi l'actualisation de la base des données.



La sécurité de cette base demeure encore une préoccupation. Il faut noter aussi que l'absence totale d'un logiciel approprié (SYGADE) pour le traitement et l'analyse des données de la dette publique pourrait entraîner des risques opérationnels.

4.1.5- Risque de taux de change

L'analyse de la dette par devises fait ressortir que la RCA connaît une baisse de son endettement libellé en devise en raison du poids de plus en plus important de l'endettement intérieur.

La part de la dette extérieure exposée aux fluctuations du taux de change en 2023 est de **38%** contre **40,46%** en **2022**. Elle est donc en nette baisse comparée aux deux exercices budgétaires antérieurs. Le portefeuille de la dette publique est relativement moins exposé au risque de change en raison du faible poids de l'endettement extérieur libellé en devises. Les principales devises de l'endettement extérieur sont le DTS (**10,22%**) et le dollar (**19,06%**).

Les orientations préliminaires issues des vulnérabilités révélées ci-dessus pourraient d'une part, consister à réduire le risque de change qui nécessiterait une augmentation de la part de l'Euro du fait de sa parité avec le XAF dans la dette extérieure, et d'autre part à corriger l'échéancier de la dette pour réduire les pics constatés.

4.1.6- Analyse du risque de refinancement

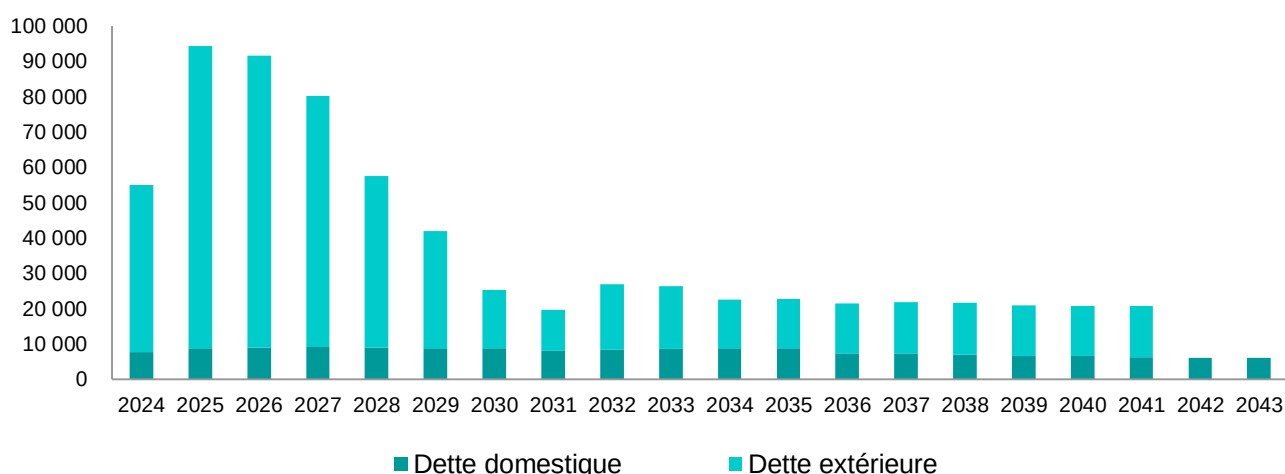
Le profil de remboursement de la dette publique signale un risque de refinancement en 2025 et 2026. Cela s'explique par la hausse de la dette intérieure alimentée par les émissions des Titres Publics (OTA 3ans) massivement mobilisées en 2023.

Ce profil illustre la concentration des échéances de la dette intérieure sur le court et moyen terme, ceci montre que le portefeuille total de la dette est exposé à un risque de refinancement accru à court et moyen terme. Couplé aux besoins de financement du budget de l'Etat en 2024 et à moyen-terme. La formulation d'une stratégie pour la mobilisation de ressources à moindre coût (concessionnels), offrant des maturités plus longues, et avec un niveau de risque acceptable sans générer un dysfonctionnement dans la gestion de la trésorerie de l'Etat est impératif.

Contrairement à la dette intérieure, le profil de remboursement de la dette extérieure est lisse, avec des remboursements presque constants jusqu'à extinction.



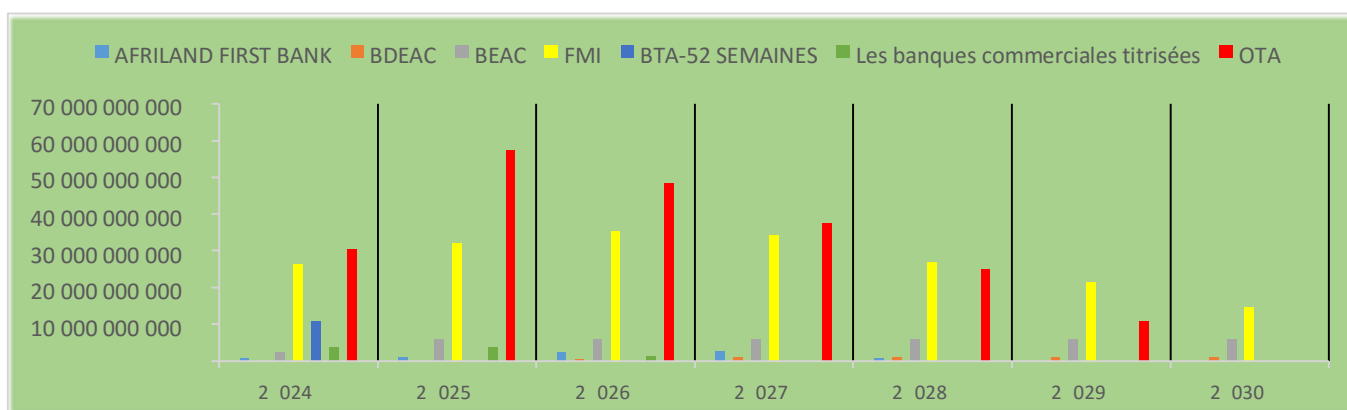
Figure 18 : Profil de remboursement de la dette publique



Source : DDPE

L'analyse de l'allure de cette projection atteste des fortes probabilités de risque de financement entre 2024 à 2026. Celui-ci s'explique par les Titres Publics de courtes maturités massivement mobilisés sur le marché dans les années antérieures pour financer les besoins de la trésorerie. Une révision de la stratégie de mobilisation des ressources sur le marché s'avère nécessaire pour éviter des probabilités de tensions de trésorerie accentuée dans les années à venir.

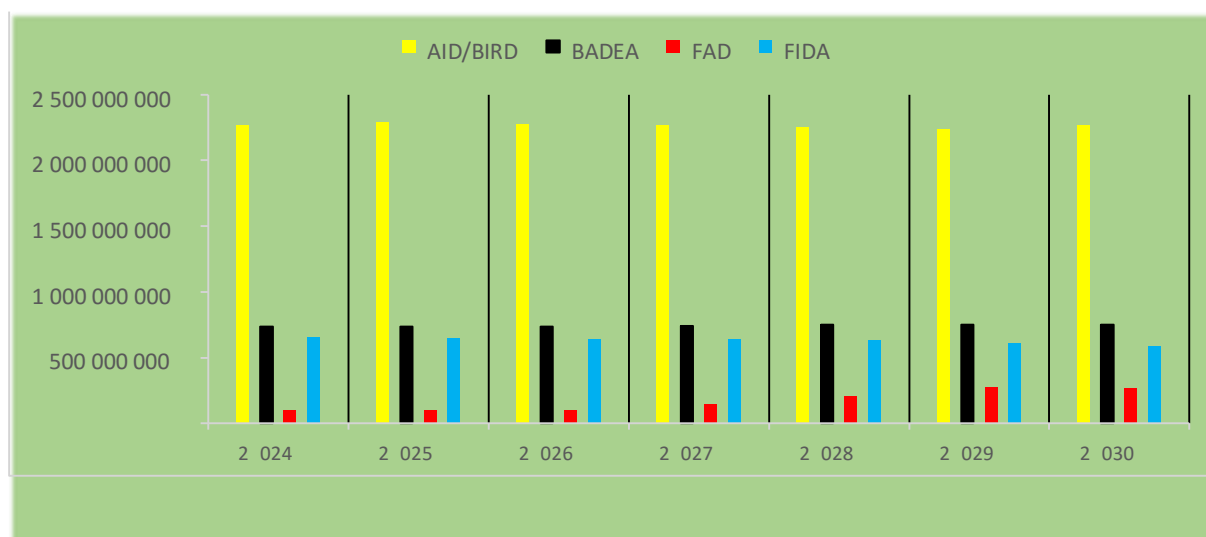
Figure 19 : Projection du profil de la dette intérieure par type de créancier 2024-2030



Source : DDPE

La projection ci-dessus montre que le remboursement de la dette du marché et celle du FMI à partir de l'exercice budgétaire 2024 jusqu'à 2030 pourra créer des tensions de trésorerie. La poursuite du programme FEC avec le FMI est cruciale pour faire faces aux échéances de sa dette et l'élargissement de l'assiette fiscale, le rachat et le reprofilage sont des solutions à entreprendre pour gérer la dette intérieure.

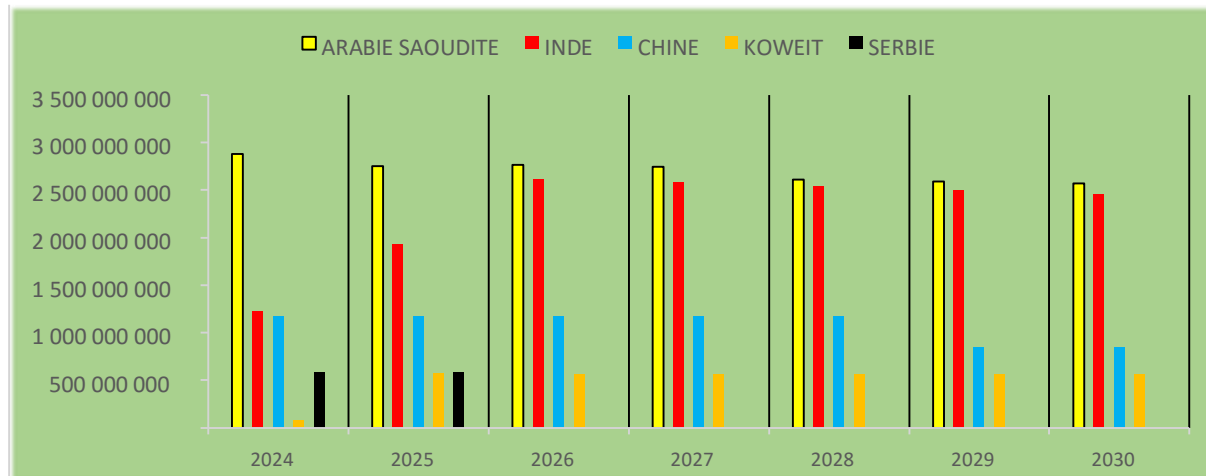
Figure 20 : Projection du profil de la dette extérieure multilatérale par type de créancier 2024-2030



Source : DDPE

La projection du service de la dette extérieure multilatérale sur la période considérée est largement dominée par la Banque mondiale, en raison de l'importance de son portefeuille de prêts au sein de la dette publique. Viennent ensuite la BADEA, le FIDA et le FAD

Figure 21 : Projection du profil de la dette extérieure bilatérale par type de créancier 2024-2030



Source : DDPE

L'Arabie Saoudite et l'Inde se distinguent parmi les principaux créanciers bilatéraux, leurs encours élevés expliquant l'importance de leurs services de la dette. Il est à noter que le service de la dette contractée auprès de la Serbie, ayant fait l'objet d'une restructuration, arrivera à échéance en 2025. Cette projection ne tient cependant pas compte des prêts actuellement en cours de négociation avec les créanciers bilatéraux.



4.2- Renforcement des capacités et formations

La bonne gestion de la dette nécessite des compétences techniques et spécialisées. C'est dans cette optique que, chaque année, les cadres de la DDPE ne cessent d'être formés sur les nouveaux outils des standards internationaux. Ces formations sont faites, soit en présentiel, soit par visioconférence.

Tableau 21 : Récapitulatif des formations et ateliers en 2023

Thèmes	Dates	Objectifs
Séminaire de TOFE sur le traitement des transactions non-monétaires et autres flux économiques selon le Manuel des Statistiques des Finances Publiques 2014 (MSFP14)	24 au 28 avril 2023 à Kinshasa, RDC (AFRITAC Centre)	Connaître des transactions non-monétaires et autres flux économiques selon le Manuel des Statistiques des Finances Publiques
Marché des Titres Publics	17 au 20 mai 2023 à Bangui (Assistance de la BEAC)	Maîtriser le Marché des Titres Publics
Atelier sur l'élaboration d'un Plan Annuel de Financement annuel et l'élaboration d'une Stratégie de Gestion de la dette à Moyen Terme	26 au 30 juin 2023 à Genève, (BM, FMI et CNUCED)	Connaître l'élaboration d'un Plan Annuel de Financement annuel et l'élaboration d'une Stratégie de Gestion de la dette à Moyen Terme
Atelier sur la responsabilité, la transparence et la communication des statistiques	04 au 06 septembre 2023 à Kigali, Rwanda	Connaitre l'importance de la fiabilité des données et la transparence dans les statistiques.
Réunion des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale	09 au 15 octobre 2023 à Marrakech Maroc	Débattre des grands défis auxquels le monde est confronté.
Marché des Titres Publics	23 octobre au 03 novembre 2023 à Bangui (Assistance de la BEAC)	Maîtriser le Marché des Titres Publics
Elaboration du Programme Annuel d'émission des valeurs du Trésor Public et gestion du risque de refinancement.	06 au 10 novembre 2023 Bangui	Maîtriser l'élaboration du Programme Annuel d'émission des valeurs du Trésor Public et gestion du risque de refinancement
Formation sur la résilience de la dette et nouvelle source de financement	13 au 17 novembre 2023 à Nairobi Kenya (ALSF)	Connaitre les nouvelles sources de financement.
Dialogue sur le renforcement des capacités de gestion de la dette avec les responsables des bureaux de gestion de la dette en Afrique	Le 15 décembre 2023 Abuja-Nigeria	Renforcement de capacité et création de plate-forme des gestionnaires de la dette.

Source : DDPE



CONCLUSION

En somme, l'année budgétaire 2023 s'est achevée avec un stock de la dette publique de **900,97 Milliards FCFA** contre **FCFA 768,59 Milliards** en 2022.

Le taux d'endettement public est passé de **50,17%** en 2022 à **56,50%** en 2023, Soit une variation de **6,33** points. Celle –ci a été influencée par les levées de fonds à travers les Titres Publics (**122,66 Milliards FCFA**) et les décaissements des créanciers intérieurs et extérieurs (FMI **24,32 Milliards**, Arabie Saoudite **9,58 Milliards FCFA**, Afriland **4,2 Milliards FCFA**, BADEA **6,50 Milliards**, FIDA **1,51Milliards**).

Bien que le taux d'endettement ait connu une hausse à fin 2023, son évolution est toujours en dessous du seuil recommandé par la norme communautaire. L'augmentation significative du volume des émissions des Titres Publics en 2023 est susceptible d'engendrer des risques de refinancement à très court terme.

Toutefois, les ratios services de la dette sur les recettes totales (**25,35%**) et les recettes intérieures propres (**43,83%**) dépassent le seuil de la norme communautaire fixée à **20%**.

Cependant, le risque de change est en déclin avec l'augmentation de la dette intérieure car, la plupart des dettes du pays sont libellées en monnaie locale (**62,01%**) contre **37,99%** pour la dette extérieure. Néanmoins, il y'a un grand risque de refinancement en 2025 et 2026. Car, la majorité des Titres émis sont de courte maturité.

Les règlements du service de la dette ont totalisé un montant de **56,64 Milliards FCFA** légèrement en deçà de la prévision du service qui est de **58,07 Milliards FCFA** découlant des tensions de trésorerie.

Les engagements de contribution du Gouvernement non honorés vis-à-vis des organismes internationaux ont cumulé des arriérés d'un montant de **FCFA 87,47 Milliards**. Le non apurement de ce montant pourra faire perdre certaines prérogatives et avantages à la RCA en termes de renforcement de capacités dans le cadre du développement humain et de la prise de parole dans les Assises internationales ainsi que du droit de vote lors des Assemblées Générales.

Afin d'optimiser le niveau des dividendes dues à l'Etat, il serait souhaitable de redynamiser la présence de l'Etat à travers ses représentants dans les conseils d'administration pour un meilleur suivi ; souscrire au capital des sociétés prometteuses ; réorienter l'emploi des dividendes ; prendre des mesures adéquates concernant les sociétés réalisant toujours un résultat négatif ne



permettant pas à l'Etat de prélever l'impôt sur les Sociétés (IS) et améliorer le volet social car les dettes sociales sont de plus en plus importantes.

La gestion de la dette publique est l'une des grandes priorités du pays, d'où nécessité de renforcer et de moderniser les structures de la (DDPE) en la dotant des moyens matériels et logiciel de travail, notamment l'appropriation du logiciel de gestion de la dette (SYGADE), la formation et la motivation de son personnel existant et le recrutement de nouveau personnel qualifié et spécialisé.

Aussi, le rythme d'endettement de plus en plus élevé dans le pays peut s'expliquer par l'absence d'une stratégie de la dette à moyen terme, la non opérationnalisation des structures de coordination de gestion de la dette, le suivi exhaustif des emprunts publics et la fluidité d'informations entre les structures de gestion de la dette.

Au regard de l'accroissement continu du taux d'endettement, le Gouvernement pourrait entreprendre des actions et formuler des politiques lui permettant d'accroître le niveau de ses ressources propres à travers :

- L'élargissement de son assiette fiscale ;
- La contraction des dettes à impact positif sur la croissance économique ;
- Le recours aux prêts hautement concessionnels ;
- La mobilisation sur le marché des Titres Publics des instruments de longue maturité.

Pour une meilleure performance dans la gestion de la dette, il est indispensable de :

- affecter des cadres compétents et motivés à la DDPE ;
- renforcer les capacités des cadres de la DDPE sur les nouveaux outils d'analyse de la dette ;
- stabiliser et motiver par les primes (pour les travaux spéciaux) le personnel de la DDPE ;
- Accorder une prime sur les émissions des Titres Public à l'instar des pays de la sous-région ;
- Doter la DDPE par les moyens roulants et d'un nouveau bâtiment pouvant contenir tout le personnel.



ANNEXES



ANNEXE 1 : EVOLUTION DE STOCK DE LA DETTE 2016-2023 EN MILLIARDS DE FCFA
en milliards FCFA

Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Extérieur	313,37	338,84	353,35	350,54	316,47	318,96	322,26	353,75
Bilatérale	254,24	271,18	254,47	246,11	202,53	199,33	207,37	238,85
ARABIE SAOUDITE	10,70	12,39	15,19	18,57	18,57	19,79	31,98	46,22
ARGENTINE	19,42	19,42	19,42	19,42	19,42	19,42	19,42	20,03
ANGOLA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13,39
BANQUE POSTALE	0,00	0,00	1,32	0,99	0,66	0,41	0,17	0,00
CHINE	43,47	40,68	22,79	21,01	10,37	10,37	10,37	11,72
CONGO	18,21	18,21	14,57	10,93	7,29	3,64	0,00	0,00
CT-CONSOLIDES	3,36	3,76	3,76	3,71	0,44	0,44	0,44	0,40
FRANCE (Autres)	15,46	5,11	2,80	2,80	0,00	0,00	0,00	0,00
GUINEE EQUATORIALE	2,36	3,59	3,59	3,59	3,59	3,59	3,59	3,59
INDE	26,20	22,96	26,12	26,12	26,12	26,12	26,12	26,19
IRAK	2,74	2,74	2,74	2,74	2,74	2,74	2,74	2,83
KOWEIT	12,12	12,12	12,09	12,09	12,09	12,09	12,09	12,20
LYBIE	7,43	7,43	7,43	8,32	8,13	8,13	8,13	8,11
SERBIE MONTENEGRO	22,77	25,50	25,50	25,50	2,81	2,28	2,01	1,16
TAIWAN	68,94	89,27	89,27	89,27	89,27	89,27	89,27	91,97
TELCO BG	0,00	6,95	6,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
UAPT	1,06	1,06	1,06	1,06	1,06	1,06	1,06	1,06
Multilatérale	59,13	67,65	98,87	104,42	113,93	119,63	114,89	114,90
AID/BIRD	36,59	37,26	58,60	64,36	74,89	81,48	77,23	73,02
BADEA	6,43	5,45	5,67	6,26	5,99	5,78	5,32	9,88
BDEAC	7,84	7,84	7,67	7,32	7,00	6,69	6,61	6,83
Contribution Oi	5,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FAD	0,61	9,22	9,22	9,54	9,54	9,55	9,40	9,31
FIDA	1,85	2,13	11,96	11,17	10,75	10,37	10,58	9,91
OFID	0,00	5,76	5,76	5,76	5,76	5,76	5,76	5,94
INTERIEUR	272,64	266,71	279,76	278,79	288,49	365,11	446,33	547,22
Intérieur	272,64	266,71	279,76	278,79	288,49	365,11	446,33	547,22
FMI FEC	65,91	87,78	117,57	131,08	159,35	175,53	166,58	171,71
Arriérés non ordonnancés validés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
AFRILAND FIRST BANK	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,20
FMI (DTS)	0,48	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00	85,45	85,45
Autres arriérés sociaux	0,00	0,00	0,00	5,82	2,20	0,00	0,00	0,00
Autres dettes	2,58	0,00	0,00	2,40	2,40	1,93	1,55	1,55
BEAC	78,49	80,48	80,48	80,48	80,48	80,48	80,48	80,48
Bques ciales	24,79	15,70	21,78	18,88	16,15	15,81	12,15	8,49
Contribution GABAC	0,28	0,28	0,70	0,53	0,30	0,06	0,00	0,00
Dettes ciales fournisseurs	13,98	9,30	0,27	0,27	0,27	0,27	0,23	0,23
Dettes croisées	4,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes sociales	72,26	63,67	49,46	29,82	17,85	15,26	15,26	15,26
EMIS.TITRES.BONS	9,50	9,50	9,50	9,50	9,50	7,50	5,00	10,5
EMIS.TITRES OBLIGATIONS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33,28	79,62	169,331
Total général	586,00	605,54	633,10	629,33	604,96	684,07	768,59	900,97



ANNEXE 2 : EVOLUTION DES ENCOURS ET DES ARRIERES EN MILLIARDS DE FCFA

en milliards FCFA

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dette publique totale	586,00	605,54	633,10	629,33	604,96	684,07	768,59	900,97
Encours	356,22	368,94	422,06	428,86	451,85	536,22	621,15	749,00
Arriérés	229,78	236,60	211,05	200,47	153,11	147,85	147,44	151,97
Dette extérieure	313,37	338,84	353,35	350,54	316,47	318,96	322,26	353,75
Encours	169,83	175,20	192,03	188,38	186,07	188,57	191,86	218,83
Arriérés	143,54	163,63	161,32	162,16	130,39	130,39	130,39	134,92
Dette intérieure	272,64	266,71	279,76	278,79	288,49	365,11	446,33	547,22
Encours	186,39	193,74	230,03	240,48	265,78	347,65	429,29	530,17
Arriérés	86,25	72,97	49,73	38,31	22,71	17,46	17,04	17,04



ANNEXE 3 : EVOLUTION DES ARRIERES EN MILLIONS DE FCFA

en milliards FCFA

Arriérés	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dette extérieure	143,54	163,63	161,32	162,16	130,39	130,39	130,39	134,92
Bilatéraux	143,54	157,87	155,56	156,40	124,63	124,63	124,63	128,98
Taiwan	68,94	89,27	89,27	89,27	89,27	89,27	89,27	91,97
Argentine	19,42	19,42	19,42	19,42	19,42	19,42	19,42	20,03
Energo projekt	22,77	25,50	25,50	25,50	0,00	0,00	0,00	1,00
Libye	7,43	7,43	7,43	8,32	8,13	8,13	8,13	8,11
Guinée Equatoriale	2,36	3,59	3,59	3,59	3,59	3,59	3,59	3,59
Irak	2,74	2,74	2,74	2,74	2,74	2,74	2,74	2,83
Autres France	15,46	5,11	2,80	2,80	0,00	0,00	0,00	0,00
CTC	3,36	3,76	3,76	3,71	0,44	0,44	0,44	0,40
UAPT	1,06	1,06	1,06	1,06	1,06	1,06	1,06	1,06
Multilatéraux	0,00	5,76	5,76	5,76	5,76	5,76	5,76	5,94
OFID	0,00	5,76	5,76	5,76	5,76	5,76	5,76	5,94
Dette Intérieure	86,25	72,97	49,73	38,31	22,71	17,46	17,04	17,04
Commerciale	13,98	9,30	0,27	0,27	0,27	0,27	0,23	0,23
Dettes sociales et autres	72,26	63,67	49,46	38,04	22,44	17,19	16,81	16,81
Total	229,78	236,60	211,05	200,47	153,11	147,85	147,44	151,97



ANNEXE 4 : DECAISSEMENTS 2023

En millions de FCFA

Libellé	Janvier	Février	Mars	avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept	Oct	Nov	Dec	Total
Extérieur	0,00	2 142,14	0,00	4 361,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 396,54	0,00	9 687,42	17 587,44
Bilatérale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 576,43	9 576,43
ARABIE SAOUDITE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 576,43	9 576,43
Multilatérale	0,00	2 142,14	0,00	4 361,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 396,54	0,00	110,99	8 011,02
BADEA	0,00	2 142,14	0,00	4 361,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 503,49
FIDA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 396,54	0,00	110,99	1 507,53
INTERIEUR	6 579,30	3 892,00	500,00	10 614,05	11 180,60	11 716,55	0,00	25 000,00	32 175,00	25 553,27	24 200,00	0,00	151 410,77
<i>Intérieur</i>	6 579,30	3 892,00	500,00	10 614,05	11 180,60	11 716,55	0,00	25 000,00	32 175,00	25 553,27	24 200,00	0,00	151 410,77
AFRILAND											4 200,00		4 200,00
FMI FEC	0,00	0,00		8 999,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 553,27	0,00	0,00	24 552,32
EMIS.TITRES.BONS	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	7 175,00	0,00	0,00	0,00	17 675,00
EMIS.TITRES.OTA	6 579,30	3 892,00	0,00	1 615,00	11 180,60	11 716,55	0,00	15 000,00	25 000,00	10 000,00	20 000,00	0,00	104 983,45
Total général	6 579,30	6 034,14	500,00	14 975,40	11 180,60	11 716,55	0,00	25 000,00	32 175,00	26 949,81	24 200,00	9 687,42	168 998,21



ANNEXE 5 : STOCK ET ARRIERES A FIN DECEMBRE 2023 EN MILLIONS DE FCFA

En millions de FCFA

CREANCIERS	Encours Hors arriérés	Arriérés à fin Décembre 2023			Stock à fin DEC 2023
		Principal	Intérêts	Total	
DETTE BILATERALE	103 003,80	56 249,39	74 955,70	131 205,09	234 208,89
ARABIE SAOUDITE	45 384,08	224,47	611,73	836,20	46 220,27
ARGENTINE	0,00	6 177,90	13 856,63	20 034,54	20 034,54
ANGOLA	11 871,42	0,00	1 513,61	1 513,61	13 385,03
CHINE	7 531,62	4 184,24	0,00	4 184,24	11 715,86
CT-CONSOLIDES	0,00	395,85	0,00	395,85	395,85
INDE	25 224,61	765,90	197,70	963,60	26 188,21
IRAK	0,00	1 574,13	1 251,29	2 825,42	2 825,42
KOWEIT	12 131,25	10,44	62,34	72,79	12 204,04
LYBIE	0,00	7 012,00	1 102,19	8 114,19	8 114,19
SERBIE MONTENEGRO	860,82	290,21	7,33	297,54	1 158,36
TAIWAN	0,00	35 614,26	56 352,87	91 967,13	91 967,13
DETTE MULTILATERALE	101 891,97	5 719,23	458,87	6 178,10	108 070,07
AID/BIRD	73 023,23	0,00	0,00	0,00	73 023,23
BADEA	9 807,16	68,77	0,93	69,70	9 876,86
FAD	9 314,91	0,00	0,00	0,00	9 314,91
FIDA	9 746,67	130,24	33,81	164,05	9 910,72
OFID	0,00	5 520,21	424,14	5 944,35	5 944,35
TOTAL EXTERIEUR	204 895,77	61 968,62	75 414,57	137 383,19	342 278,96
FMI FEC	171 710,30	0,00	0,00	0,00	171 710,30
AFRILAND FIRST BANK	4 200,00	0,00	0,00	0,00	4 200,00
Arriérés non ordonnancés validés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FMI (DTS)	85 453,90	0,00	0,00	0,00	85 453,90
BDEAC	6 829,55	0,00	0,00	0,00	6 829,55
GUINEE EQUATORIALE	0,00	3 000,00	586,50	3 586,50	3 586,50
UAPT	0,00	1 056,37	0,00	1 056,37	1 056,37
Autres arriérés sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres dettes (Comptes de dépôts)	0,00	1 554,00	0,00	1 554,00	1 554,00
BEAC	80 484,19	0,00	0,00	0,00	80 484,19
Bques cciales titrisées	8 493,91	0,00	0,00	0,00	8 493,91
Dettes cciales fournisseurs	0,00	229,00	0,00	229,00	229,00
Dettes sociales	0,00	15 260,78	0,00	15 260,78	15 260,78
EMIS.TITRES.BONS	10 500,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00
EMIS.TITRES OBLIGATIONS	169 330,90	0,00	0,00	0,00	169 330,90
TOTAL INTERIEUR	537 002,75	21 100,15	586,50	21 686,65	558 689,40
TOTAL GENERAL	741 898,52	83 068,77	76 001,07	159 069,84	900 968,36



ANNEXE 6 : SERVICE DE LA DETTE 2023 EN MILLIONS DE FCFA

En millions de FCFA

	JANV	FÉVR	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEPT	OCT	NOV	DÉC	TOTAL
ARABIE SAOUDITE	0,00	112,49	156,26	0,00	0,00	149,60	0,00	111,98	156,26	0,00	0,00	149,60	836,19
CHINE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	887,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	354,84	1 241,94
INDE	0,00	0,00	468,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	465,30	0,00	0,00	0,00	933,85
KOWEIT	0,00	0,00	0,00	0,00	30,22	5,06	0,00	0,00	0,00	0,00	30,22	5,06	70,54
SERBIE	288,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	288,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	576,71
TOTAL BILATERAL	288,35	112,49	624,81	0,00	30,22	1 041,76	288,35	111,98	621,56	0,00	30,22	509,50	3 659,24
AID/BIRD	0,00	0,00	0,00	81,96	0,00	901,66	0,00	0,00	0,00	83,68	0,00	961,05	2 028,34
BADEA	59,18	0,00	0,00	201,50	0,00	0,83	59,18	0,00	0,00	203,17	0,00	4,85	528,72
F A D	0,00	7,19	0,00	32,78	0,00	0,00	0,00	7,17	0,00	32,78	0,00	0,00	79,92
F I D A	0,00	22,46	0,00	200,55	106,05	0,00	0,00	22,26	0,00	199,75	105,67	0,00	656,72
TOTAL MULTILATERAL	59,18	29,65	0,00	516,78	106,05	902,49	59,18	29,43	0,00	519,37	105,67	965,90	3 293,70
FRPC	1 975,11	95,07	1 135,33	0,68	773,17	3 337,51	1 975,11	95,07	1 135,33	0,00	776,27	1 021,19	12 319,86
BEAC	0,00	0,00	557,49	0,00	0,00	557,49	0,00	0,00	557,49	0,00	0,00	557,49	2 229,98
OTA Titrisées	334,63	334,63	334,63	334,63	334,63	334,63	334,63	334,63	334,63	334,63	334,63	334,63	4 015,61
Emissions Titres Bons du Trésor	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 175,00	0,00	12 175,00
Emissions Titres Obligations du Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	1 777,52	0,00	0,00	16 214,41	0,00	2 390,07	0,00	0,00	20 382,01
TOTAL INTERIEUR	2 309,75	429,71	2 027,46	5 335,31	2 885,33	4 229,64	2 309,75	16 644,12	2 027,46	2 724,70	8 285,90	1 913,32	51 122,44
TOTAL GENERAL 2023	2 657,28	571,84	2 652,27	5 852,09	3 021,59	6 173,89	2 657,28	16 785,53	2 649,02	3 244,07	8 421,79	3 388,71	58 075,38



ANNEXE 7 : EVOLUTION DES INDICATEURS

Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
I- Données Macro-budgétaire en Milliards de FCFA								
Stock de la Dette publique	586,00	605,54	633,10	629,33	604,96	684,07	768,59	900,97
Dette extérieure	313,37	338,84	353,35	350,54	316,47	318,96	322,26	342,28
Dette intérieure	272,64	266,71	279,76	278,79	288,49	365,11	446,33	558,69
Service de la dette	41,2	28,9	33,5	30,5	23,3	30,12	33,20	58,07
Règlement	32,6	38	63,6	57,9	47,9	39,20	25,18	56,64
Extérieur	3,6	17,2	16,6	14,3	8,3	6,62	7,92	5,52
Intérieur	29	20,8	47	43,6	39,6	32,58	17,26	51,12
Produit Intérieur Brut (PIB)	1 141,00	1 203,00	1 266,00	1 335,00	1 373,00	1432	1539	1 595,80
Recettes publiques	147,1	154	210,5	244,8	298,6	195,7	254,5	229,1
Recettes intérieures	84,9	93,5	112,4	116,1	125,7	125,9	131,9	132,5
Recettes d'exportation	67,5	85,6	91,1	94,1	82,7	84,8	97	131,4
II- Évolution du plafond d'endettement								
Taux d'endettement <=70%	51,36	50,34	50,01	47,14	44,06	47,77	49,94	56,46
Dette extérieure/ PIB	27,46	28,17	27,91	26,26	23,05	22,27	20,94	21,50
III- Évolution des ratios de solvabilité								
Service de la dette (en % des recettes publiques) <=20%	28,0	18,8	15,9	12,5	7,8	15,4	13,0	25,4
Service de la dette (en % des recettes intérieures propres) <=20%	48,5	30,9	29,8	26,3	18,5	23,9	25,2	43,8
Service de la dette en devise en % des recettes d'exportation	50,7	18,8	13,2	11,6	4,6			5,3
I- Structure de la dette par résidence								
Part par type de dette : Dette extérieure	53,48	55,96	55,81	55,70	52,31	46,63	41,93	37,99
Dette intérieure	46,52	44,04	44,19	44,30	47,69	53,37	58,07	62,01
II- Analyse de risque								
Part de la dette exposée aux fluctuations du taux de change	48,4	50,9	51,6	52,1	49,2	44,4	40,5	38,0



TABLE DES MATIERES

Table des matières

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	iii
LISTE DES TABLEAUX	iv
LISTE DES FIGURES	v
PRÉFACE.....	vi
CHIFFRES CLES.....	vii
INTRODUCTION	1
I- NEGOCIATIONS, RENEGOCIATIONS D'EMPRUNTS ET EMISSIONS DE TITRES PUBLICS.3	
1.1- Négociations, renégociations d'emprunts.....	3
1.2 Emissions de Titres Publics	4
II- GESTION DES DONNEES DE LA DETTE PUBLIQUE.....	6
2.1. Processus d'endettement.....	6
2.1.1. Pour le financement extérieur	7
2.1.2. Pour le financement intérieur	7
2.2. Processus de décaissement.....	7
2.3. Processus de règlement.....	8
2.4- Enregistrement de nouveaux emprunts	8
2.5- Décaissements	8
2.6- Service de la dette.....	11
2.7- Règlements de la dette publique à fin 2023.....	12
2.8- Situation des arriérés de la dette publique à fin 2023.....	14
2.9- Evolution de l'encours de la dette publique.....	15
2.10- Evolution du stock de la dette publique.....	16
2.11- Répartition du stock de la dette publique en 2023	17
2.12-Structure du stock de la dette publique par devises.....	18
III- AUTRES DETTES DE L'ETAT.....	19
3.2. Structure du portefeuille de l'Etat	20
3.3- Situation des dettes Croisées entre l'État et les Sociétés	22
3.4- Dettes des Sociétés d'Etat	24
IV- ANALYSE DES RATIOS ET FORMATIONS	25
4.1 Analyse de la viabilité de la dette publique	25
4.1.1- Analyse de l'évolution du taux d'endettement public	26
4.1.2- Analyse du ratio de solvabilité.....	26
4.1.3- Analyse des risques du portefeuille.....	27
4.1.4- Risque opérationnel.....	27
4.1.5- Risque de taux de change	28

4.1.6- Analyse du risque de refinancement	28
Figure 18 : Profil de remboursement de la dette publique.....	29
4.2- Renforcement des capacités et formations	31
Tableau 21 : Récapitulatif des formations et ateliers en 2023	31
CONCLUSION	32
ANNEXES	34
ANNEXE 1 : EVOLUTION DE STOCK DE LA DETTE 2016-2023 EN MILLIARDS DE FCFA.....	35
ANNEXE 5 : STOCK ET ARRIERES A FIN DECEMBRE 2023 EN MILLIONS DE FCFA.....	1
ANNEXE 7 : EVOLUTION DES INDICATEURS.....	2
TABLE DES MATIERES.....	39